

Convention sur les espèces migratrices: Structure future - Phase III

Rapport de l'ERIC Ltd
Septembre 2011

Professeur Robert Lee, Begonia Filgueira & Lori Frater

Table des matières

| | |
|--|--------|
| Table des matières..... | 2 |
| Acronymes | 4 |
| Résumé opérationnel | 6 |
| Phase I..... | 6 |
| Phase II..... | 8 |
| Phase III..... | 8 |
| Option 1 - Réformes clés | 9 |
| Option 2 – Amélioration de la conservation dans les structures existantes..... | 10 |
| Option 3 – Amélioration de la conservation en modifiant les structures existantes..... | 10 |
| Coût des options | 10 |
| Options et questions soulevées par l'ISWGoFS..... | 12 |
| Prolifération des Accords sans ressources | 12 |
| Présence mondiale de la CMS | 13 |
| Rôle dans les questions sectorielles | 13 |
| Groupement taxonomique | 13 |
| Présence stratégique dans les régions (et dans d'autres MEA) | 13 |
| Lacunes dans le secteur marin | 13 |
| Influer sur les Accords en dehors du PNUE..... | 13 |
| Recommandation de l'ISWGoFS..... | 14 |
| Prochaines étapes | 14 |
| Examen sur les voies de migration..... | 14 |
| 1. Historique de l'examen de la FS..... | 16 |
| 2. Présentation générale des 3 phases | 16 |
| 2.1. Phase 1: Avantages et inconvénients de la CMS et de sa famille..... | 17 |
| 2.1.1 Objectif..... | 17 |
| 2.1.2 Méthodologie | 17 |
| 2.1.3 Analyse critique du système actuel | 17 |
| 2.1.3.1 Intégration et recrutement..... | 17 |
| 2.1.3.2 Financement | 18 |
| 2.1.3.3 Contrôle de la mise en œuvre..... | 20 |
| 2.1.3.4 Renforcement des capacités..... | 20 |
| 2.1.3.5 Couverture de la famille CMS | 20 |

| | |
|---|-----------|
| 2.1.3.6 Rapport..... | 23 |
| 2.1.3.7 Données techniques | 24 |
| 2.1.3.8 Taux d'activité..... | 24 |
| 2.1.3.9 Régionalisation et localisation..... | 25 |
| 2.1.3.10 Synergies..... | 25 |
| 2.2. Phase 2: Développement des activités | 26 |
| 2.2.1 Objectif..... | 26 |
| 2.2.2 Méthodologie | 26 |
| 2.2.3 Activités..... | 26 |
| 2.3. Phase 3: Développement de 3 options | 26 |
| 2.3.1 Objectif..... | 26 |
| 2.3.2 Méthodologie | 27 |
| 2.3.3 Les options..... | 27 |
| 2.4 Recommandation de l'ISWGoFS | 28 |
| 2.5 Prochaines étapes..... | 28 |
| 3. Options..... | 29 |
| 3.1. Option 1: Réformes clés (fondamentales)..... | 29 |
| 3.2. Option 2: Améliorer la conservation au sein de la structure existante | 34 |
| 3.3. Option 3: Améliorer la conservation en modifiant les structures existantes | 40 |
| 3.4. Options et questions soulevées par l'ISWGoFS | 43 |
| 3.4.1 Prolifération d'Accords sans ressources..... | 43 |
| 3.4.2 Présence mondiale de la CMS | 43 |
| 3.4.3 Rôle dans les questions sectorielles..... | 44 |
| 3.4.4 Groupement taxonomique | 45 |
| 3.4.5 Présence stratégique dans les régions (et dans d'autres MEA)..... | 46 |
| 3.4.6 Lacunes dans le secteur marin..... | 46 |
| 3.4.7 Influencer sur les Accords en dehors du PNUE | 46 |
| 4. Annexes..... | 47 |
| 4.1. Annexe 1 : Options 1, 2 & 3 – impacts institutionnelles, organisationnels, légaux et financières | 47 |
| 4.2. Annexe 2 : Coûts des options | 74 |
| 4.4. Annexe 3 : Activités de la phase III par échéancier | 107 |
| 4.4. Annexe 4 : Mise en œuvre de l'option phase III par échéancier | 114 |

Acronymes

| | |
|--------------|---|
| ACAP | Agreement on the Conservation of Albatrosses and Petrels (Accord sur la conservation des albatros et des pétrels) |
| ACCOBAMS | Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and Contiguous Atlantic Area (Accord sur la conservation des cétacés de la Mer du Nord, Mer méditerranée et zone atlantique contiguë) 1996 |
| AEWA | Agreement on the Conservation of African-Eurasian Migratory Waterbirds (Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) 1995 |
| ASCOBANS | Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic, North-East Atlantic, Irish and North Seas (Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et la mer du Nord 1992/ Accords sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, du nord-est de l'Atlantique et des mers d'Irlande et du Nord 2008) |
| CITES | Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction) |
| CMS | Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage) (aussi connue sous le nom de « Convention de Bonn ») 1979 |
| Famille CMS | Instruments auxiliaires créés sous l'égide de la CMS |
| COP | Conférence des Parties |
| CSN | Critical Site Network (réseau de sites critiques) |
| EUROBATS | The Agreement for the Conservation of Populations of European Bats (Accord sur la conservation des populations de chauve-souris européennes) |
| Processus FS | Processus intersession à propos de la structure future de la CMS |
| IEG | International Environmental Governance (Gouvernance environnementale internationale) |
| IOSEA | Indian Ocean – South-East Asian Marine Turtle Memorandum of Understanding (Mémorandum d'Accord sur la conservation des tortues marines et de leur habitat dans l'océan indien et en Asie du sud-est) |
| IPBES | Inter-Governmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) |
| ISWGoFS | Inter-Sessional Working Group of the Future Shape of CMS (Groupe de travail intersession sur la structure future de la CMS) |
| IUCN | International Union for the Conservation of Nature (Union internationale pour la conservation de la nature) |
| MEA | Multilateral Environment Agreement (Accord multilatéral sur l'environnement) |
| MOP | Meeting of the Parties (Réunion des parties) |
| MdA ou MdE | Mémorandum d'Accord ou d'Entente |

| | |
|----------|---|
| MOS | Meeting of the Signatories (Réunion des signataires) |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ScC | Scientific Council (Conseil scientifique) |
| SPREP | South Pacific Regional Environment Programme (Programme environnemental régional pour le Pacifique Sud) |
| STC | Standing Committee (Comité permanent) |
| PNUE | Programme des Nation Unies pour l'Environnement |
| PNUE-CMC | PNUE World Conservation Monitoring Centre (Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE) |
| WOW | Projet PNUE-FEM Wings over Wetlands (WOW) Voies de migration Afrique-Eurasie |

Résumé opérationnel

Ce rapport fait partie de la troisième phase ou étape du processus sur la structure future (FS). L'idée de lancer une initiative dont le but est de restructurer le fonctionnement de la famille de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) a pour la première fois été émise par les Parties à la 32^{ème} session du Comité permanent (StC) en novembre 2007. Lors de la réunion, les Parties ont reconnu qu'il y avait une incohérence préoccupante entre la croissance rapide de la Convention au cours des récentes années et les moyens humains ainsi que financiers dont elle disposait et qu'elle ne pouvait plus répondre à ses objectifs de façon adéquate. Le StC a donc décidé de créer un comité directeur électronique pour le FS de la Convention, mais la décision n'a jamais été suivie d'une action concrète avant la COP 9.

Étant donné la croissance continue et le succès de la famille CMS, ainsi que la reconnaissance dont elle a bénéficié avec l'examen des Nations Unies sur la façon dont l'organisation pourrait se développer en une entité mieux intégrée par les développements politiques et de gestion, la COP 9 a lancé le processus FS intersession. Le but de ce processus FS, comme il est mandaté et établi dans la Résolution 9.13, est d'explorer :

« les possibilités de renforcer la contribution de la CMS et de la famille CMS en faveur de la conservation mondiale, de la gestion et de l'utilisation durable des espèces migratrices sur toute l'aire de répartition ».

Le centre de régulation et d'information environnemental (Environmental Regulation and Information Centre – ERIC) a produit trois rapports sur le FS la CMS et de la famille CMS pour l'ISWGoFS (Groupe de travail intersession sur la structure future de la CMS) entre juillet 2009 et décembre 2011. Tous les rapports peuvent être consultés sur le site Internet de la CMS et sont résumés dans la section 2 de ce rapport.

L'ERIC aimerait chaleureusement remercier le président et les membres de l'ISWGoFS, le Secrétariat de la CMS, les Secrétariats de tous les Accords de la famille CMS et tous ceux qui, par leur apports et leurs conseils inestimables, ont contribué au processus FS.

L'ISWGoFS et l'ERIC remercient sincèrement la France qui, avec la Finlande, a financé l'assistance technique externe; la Suisse, la France et l'Allemagne pour avoir financé les réunions de l'ISWGoFS, ainsi que l'Allemagne pour sa contribution au financement des traductions.

Phase I

La phase I implique la préparation d'une synthèse de l'organisation et des activités de la CMS et de sa famille, ainsi que la préparation d'une analyse opérationnelle critique en se concentrant sur les forces et faiblesses des actuels arrangements. Un grand nombre de cas exemplaires parsèment l'histoire et le travail actuel de la famille CMS, notamment l'implication claire et la haute qualité de son personnel. Cependant la phase I porte sur l'identification de problèmes spécifiques que l'on pourrait améliorer au bénéfice de la conservation des espèces migratrices. Ci-dessous, nous avons mis en évidence les problèmes soulevés dans la phase I :

- *personnel et intégration* – certains secteurs auraient besoin d'effectifs plus importants si l'on considère leur charge de travail, ex: Le département Politique & Accords et le département Information & Renforcement des capacités ; la famille CMS peut saisir l'opportunité de travailler de façon plus intégrée, partageant les ressources, la connaissance et le savoir-faire entre les différents Accords ;

- *financement* – Les MdA ne disposent pas d'un financement régulier mais comptent sur des contributions volontaires qui peuvent mener à une approche parcellaire de la conservation et à un manque de moyens pour faire face à une planification à long terme ; les activités de conservation généralement dépendent aussi des contributions volontaires entre les Accords ; Il faut également noter que la grande majorité des activités de conservation mandatées par les Parties sont financées par des contributions volontaires, alors que les budgets centraux de la Convention et des Accords (contributions obligatoires des Parties) couvrent largement les coûts institutionnels ;
- *surveillance de la mise en œuvre* - L'ERIC n'a trouvé aucun contrôle harmonisé de la mise en œuvre au niveau de la famille CMS ;
- *renforcement des capacités* – le budget central de la CMS pour le renforcement des capacités, sur lequel repose de nombreux Accords, est de €21.814¹ pour la période 2009-2011 ; il n'existe pas d'outil centralisé (ex : intranet) pour prendre en charge le renforcement des capacités ; dans certains états des aires de répartition le renforcement des capacités et la formation du personnel technique sont insuffisants.
- *champ d'application de la famille CMS* – la CMS aspire à un champ d'application mondial et le pourcentage actuel des Parties par région du monde de la CMS est le suivant : Amérique Latine & les Caraïbes 10,3%, Amérique du Nord 0%, Océanie 5,2%, Asie 12,1%, Afrique 36,2% et Europe 36,2% ;
- *rapports* – le fardeau des rapports pour les Parties est important et il n'y a pas de coordination du système de rapports au niveau de la CMS, ou même au niveau des MEA (Accords environnementaux multilatéraux) ;
- *données techniques* – l'accès aux données techniques au niveau de la famille CMS est variable, même si certains Accords ont développé des systèmes avancés, par exemple l'IOSEA Marine Turtle Interactive Mapping System (système cartographique des tortues marines) (développé par le PNUE-WCMC), ce savoir-faire n'est pas utilisé à travers de la famille CMS;
- *taux d'activité* – la dernière période de 5 ans jusqu'à 2010 (2006-2010) a vu une croissance exceptionnelle de la famille CMS avec la création de 12 nouveaux Accords, 11 d'entre eux ne recevant que des contributions volontaires et étant largement soutenus par le ScC (conseil scientifique) et le département Politique & Accords du Secrétariat de la CMS ;
- *régionalisation et localisation* – la CMS est représentée dans les régions par ses Parties, cependant elle n'est pas institutionnellement présente dans chacune des régions, car il s'agit d'une organisation qui travaille essentiellement à partir de son centre à Bonn avec un certain nombre d'Accords travaillant indépendamment du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE);
- *synergies* – la recherche d'un travail synergique exige des politiques claires et de haut niveau pour obtenir les meilleurs résultats, l'alignement des objectifs, la division du travail, le maintien de relations à long terme et une coordination sur le terrain des actions de conservation. Un exemple spécifique de travail synergique récent est le cas du Secrétariat de la CMS qui travaille avec d'autres partenaires et organisations internationales, par exemple la réunion de mars 2011 avec la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvage (Convention on International Trade in Endangered Species - CITES). Le Secrétariat de la CMS a passé une annonce en mai 2011 pour trouver un consultant travaillant en liaison avec les différentes agences ainsi que sur les projets et politiques de partenariats.

¹ PNUE/CMS/CONF.9.3/Rév.2.

Phase II

Pour chacune des questions mentionnées au point 3 de la résolution 9.13¹ et à la vue du résultat de l'évaluation de la situation actuelle de la CMS, l'ISWGoFS a proposé un certain nombre d'activités qui pourraient améliorer les opérations actuelles et, au besoin, résoudre toute difficulté rencontrée et présagée dans le fonctionnement de la CMS et de sa famille.

Voici des exemples d'activités : « *identifier les opportunités de coopération et de coordination au niveau local et régional grâce à la création de synergies basées sur la présence géographique* » ; « *effectuer une analyse globale des lacunes au niveau de la Convention et évaluer la pertinence des ressources* » ; ou « *améliorer la communication et rechercher des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et sa famille* ».

L'ERIC a proposé un certain nombre d'options pendant cette phase, mais du fait de contraintes temporelles le président de l'ISWGoFS a demandé à ce que les activités soient groupées sous quatre options – à savoir : la concentration, la décentralisation, l'idéal et le coût réduit ; les deux premières ayant aussi été proposées par l'ERIC afin qu'elles soient considérées.

Plus tard l'ISWGoFS a accepté le développement des activités mais a rejeté les quatre options. Cependant l'exercice de phase II et le rapport qui a suivi ont été à la base du développement du rapport de phase III.

Phase III

Au début de la phase III, les activités de la phase II ont été plus encore rationalisées par échéancier de mise en œuvre: court terme (doivent être terminées par la COP 11 en 2014), moyen terme (doivent être terminées par la COP 12 en 2017) et long terme (doivent être terminées par la COP 13 en 2020). Toutefois, un certain nombre d'activités ont été identifiées comme permanentes ou continues, et elles se retrouvent dans les trois échéanciers (ces activités permanentes ont été identifiées dans les tableaux des Annexes I à 4).

Ces activités figurent dans les trois options suivantes choisies par l'ISWGoFS lors sa réunion de février 2011. Les options sont cumulatives du fait que l'option 2 comprend ses propres activités et toutes les activités de l'option 1, et que l'option 3 comprend ses propres activités et toutes les activités de l'option 2 et donc celles de l'option 1.

¹ PNUE/CMS/CONF9.33/Rev.2

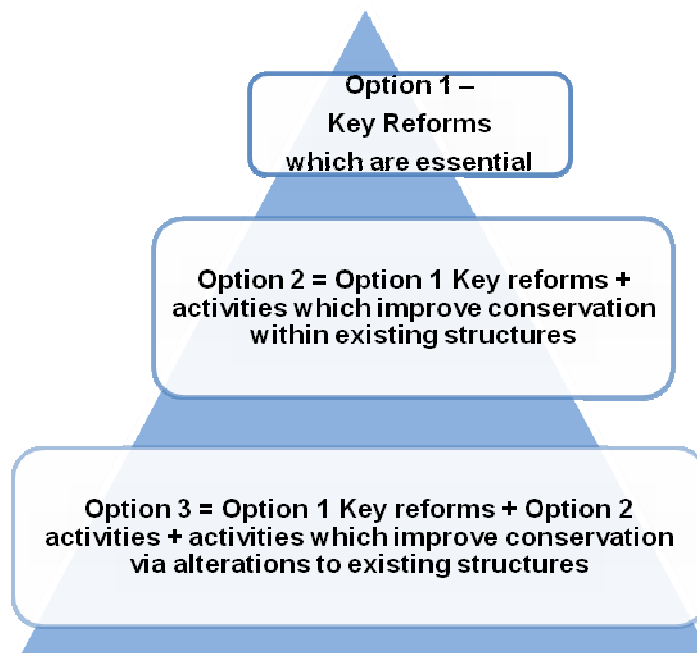


Figure 10: Pyramide des options.

Les activités sont vastes par nature et sont parfois divisées en sous activités (ex : 1.1. 1.2 et 1. - voir l'annexe 1 page 44) pour montrer les différents degrés, formes et parfois échéances possibles pour mettre en œuvre le même type d'activité.

Il appartient ensuite à la COP de choisir, ou non, une partie ou l'ensemble d'une option telle qu'elle apparaît dans ce document, ou de choisir ou mettre en place un certain nombre d'activités présentées dans les options.

Option 1 - Réformes clés

L'option 1 traite principalement du court-terme², et donc aborde dans une assez large mesure, mais pas uniquement, toutes les questions soulevées dans la phase I : le recrutement et l'intégration, le contrôle de la mise en œuvre, le renforcement des capacités, le champ d'application de la famille CMS, les rapports, les données techniques, le niveau de croissance de la famille, la régionalisation/localisation et les synergies. Elle offre des opportunités de changement organisationnel, sans pour autant demander de changement institutionnel.

Certains ont vu cette option un peu comme une cueillette de fruits à porter de main, avec des activités réalistes et réalisables. Cependant, ce n'est pas parce qu'une chose est plus accessible qu'elle n'en a pas moins de valeur, mais il peut s'agir d'une première étape vers la pleine réalisation d'un but à plus long terme.

Cette option a pour objectif de conduire à une meilleure intégration, une moindre duplication du travail, un meilleur contrôle de la mise en œuvre et de l'évaluation des ressources - au bout du compte à une utilisation plus efficace des ressources limitées en travaillant de façon plus intégrée et synergétique, ce qui est en fait le thème majeur de cette option.

² Voir Annexe 4 pour la Mise en œuvre de l'option phase III par échéancier.

Option 2 – Amélioration de la conservation dans les structures existantes

En plus de ce que l'ISWGoFS perçoit comme des activités essentielles figurant à l'option 1, cette option s'appuie sur et comprend des améliorations désirables qui peuvent être réalisées sans modifier les structures institutionnelles existantes de la CMS et de sa famille. Ces activités viennent s'ajouter à celles qui sont avancées dans l'option 1, il n'y a donc pas d'activité dans l'option 1 qui ne figure pas dans l'option 2. La caractéristique particulière de l'option 2 est qu'elle demande une approche à plus long terme pour atteindre les buts et objectifs comparés à ceux établis pour l'option 1.

Par ailleurs l'option 2 présente quatre activités entièrement nouvelles, qui ne figurent pas dans l'option 1. Les voici: la restructuration du conseil scientifique (ScC) en basant son adhésion sur le groupement des espèces ou sur des problèmes thématiques sectoriels. la recherche d'opportunités de se développer sur le renforcement des capacités ; chercher à se développer sur les activités de collecte de fonds et améliorer la coopération entre les Accords de la CMS.

Cette option a les qualités qui caractérisent l'option 1, à savoir un travail intégré et synergique, mais davantage développé. L'adoption de l'option 2 devrait aussi placer la CMS et sa famille au premier plan des systèmes de données de biodiversités harmonisés, donnerait aussi davantage de valeur à la CMS, développerait sa renommée auprès de la communauté de la Convention internationale et potentiellement développerait sa présence mondiale.

Option 3 – Amélioration de la conservation en modifiant les structures existantes

L'option 3 est plus radicale. Elle comprend toutes les activités des options 1 et 2, mais on y trouve aussi des activités qui demandent un changement structurel au niveau des travaux de la CMS et de sa famille, soit par une modification de ses institutions soit au niveau des textes d'Accords.

Outre le fait de nous conduire à une CMS plus visible, intégrée et synergétique, cette option cherche à produire une CMS pleinement intégrée en groupant les institutions et en fusionnant les Accords par groupe taxonomique et/ou présence géographique. Du fait des échéances à long terme nécessaires pour réaliser ces changements structurels, il est probable que cette option sera la plus longue à réaliser. En tant que tels, les coûts estimés de cette option ne sont pas nécessairement élevés, car ils ne sont pas pleinement connus pour le moment étant donné qu'ils ne prennent pas en compte les changements institutionnels et de gestion finaux qui devront avoir lieu. Cependant, l'option 3 est de toute évidence en mesure d'offrir les plus grosses économies, car elle présente la façon la plus coordonnée et la plus intégrée de travailler au niveau de la famille CMS, ce qui peut produire de réelles efficacités au niveau des ressources institutionnelles et organisationnelles.

Coût des options

Pour chaque option les coûts moyens estimés (faibles, moyens et élevés)³ ont été préparés sur une période budgétaire de trois ans. Cette fourchette de coûts représente différentes variations de coûts pour la mise-en-œuvre d'une activité: par exemple coûts faibles: cela implique moins de frais d'engager un administrateur professionnel junior (JPO) ou consultants qu'un employé CMS; explorer des moyens pour partager les ressources en intégrant et par conséquent réduire les coûts. Cependant, sans une

³ Ce rapport résume tous les coûts à l'annexe 2.

meilleure compréhension de la mise en œuvre des plans stratégiques et d'action actuels, sans effectuer une évaluation des ressources et sans réévaluer les priorités de gestion pour qu'elles correspondent à l'option choisie, et donc comprendre les économies résultantes, les coûts actuels ne peuvent être établis avec certitude.

Il y a différents types de coûts estimés qui apparaissent dans le rapport, par exemple :

- coûts totaux de l'option – ce qui comprend les nouveaux coûts de mise en œuvre de l'option, plus les coûts d'utilisation du personnel de la CMS et de sa famille qui sont déjà couverts par les budgets centraux (vois les totaux finaux en Annexe 2) ;
- nouveaux coûts de l'option – ce qui exclut les coûts utilisant le temps du personnel courant de la CMS et de sa famille qui sont déjà couverts par les budgets centraux;
- nouveaux coûts de personnel – qui établissent les coûts estimés du nouveau personnel;
- coûts externes – qui représentent le personnel qui n'est pas de la CMS, comme les consultants extérieurs.

La Figure 1 ci-dessous illustre les coûts totaux estimés (y compris les coûts existants de personnel de la CMS et de sa famille couverts par les budgets centraux) pour chacune des trois options⁴ à travers ces trois fourchettes de coûts (faibles, moyens et élevés).

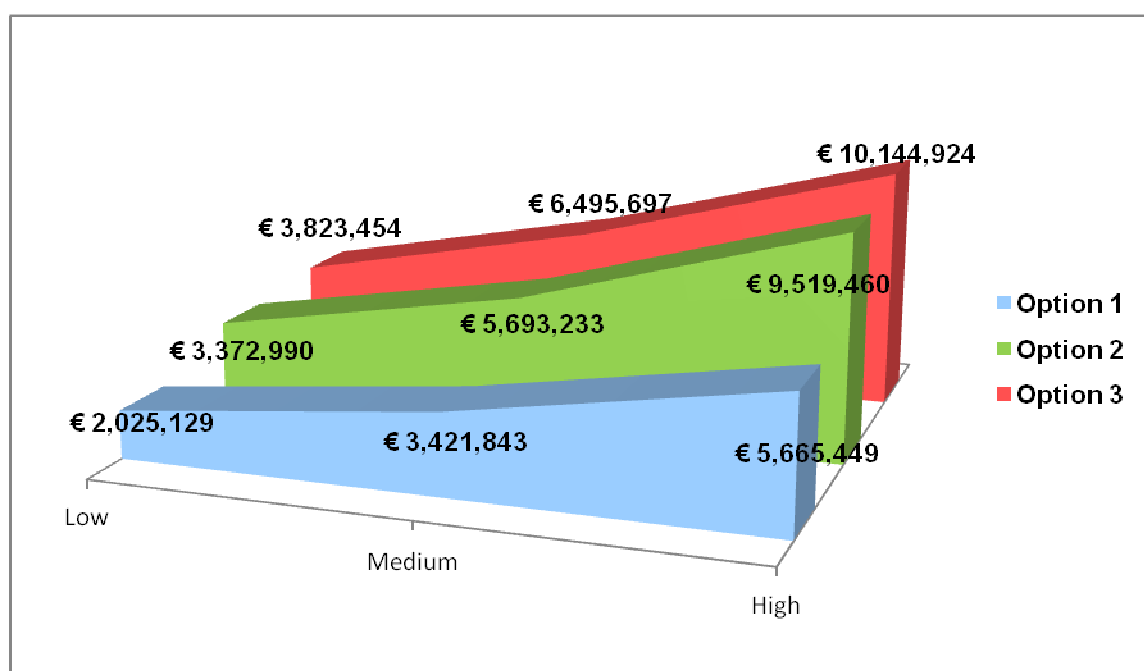


Figure 1: coût total de chaque option à travers 3 fourchettes de coûts³.

La Figure 2 ci-dessous ne comprend pas les coûts associés au temps du personnel du Secrétariat de la CMS et de sa famille (déjà couverts par les budgets centraux) et donc ne représente que les nouveaux coûts pour ces trois options.

⁴ Le WG a demandé une grande quantité d'informations, ce qui est inclus dans ce rapport à l'annexe 2 est un résumé des coûts détaillés qui seront consultables sous la forme d'un document d'information.

³ L'ISWGoFS a demandé une grande quantité d'informations, ce qui est inclus dans ce rapport à l'annexe 2 est un résumé des coûts détaillés qui seront consultables sous la forme d'un document d'information.

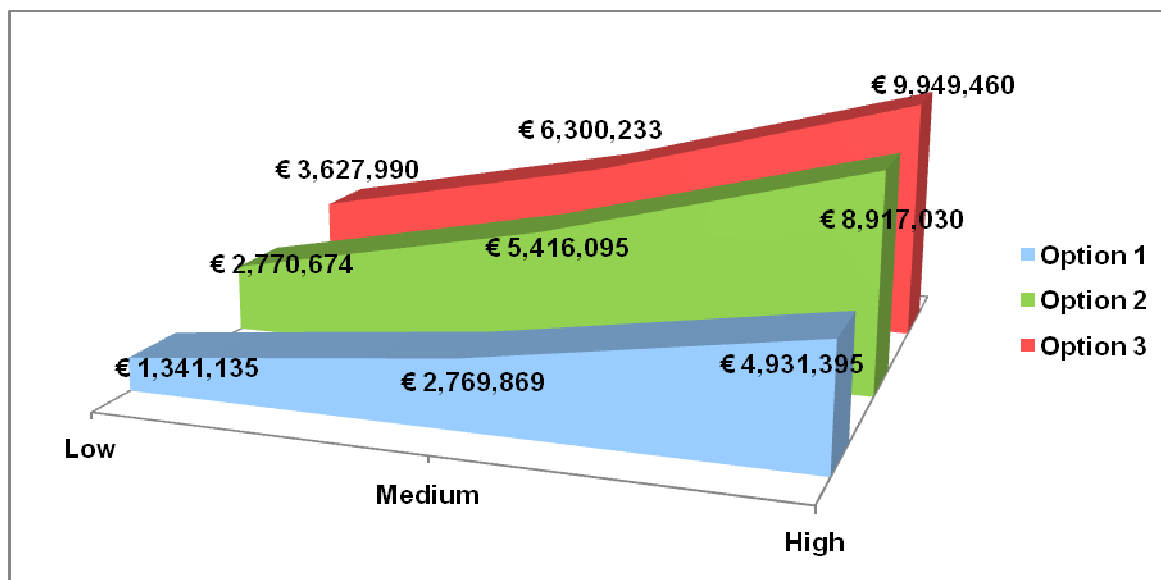


Figure 2: Total des nouveaux coûts à l'exclusion du temps du personnel de la CMS et de sa famille à travers les 3 fourchettes de coûts.

Le tableau 1 identifie l'augmentation en pourcentage des nouveaux coûts (tels qu'ils sont établis dans la Figure 2 ci-dessus) dans le budget central 2009-11 de la CMS pour chaque option à travers les 3 fourchettes de coûts.

| Option | % d'augmentation | % d'augmentation | % d'augmentation |
|----------|------------------|--------------------|-------------------|
| | Fourchette basse | Fourchette moyenne | Fourchette élevée |
| Option 1 | 21 | 42,5 | 75 |
| Option 2 | 42,5 | 82,5 | 135 |
| Option 3 | 55,5 | 96 | 151 |

Tableau 1 : Pourcentage d'augmentation du budget central de la CMS par option à travers les 3 fourchettes de coûts.

Options et questions soulevées par l'ISWGoFS

Lors de sa réunion de février 2011, l'ISWGoFS a souhaité que l'ERIC considère la façon dont les trois options sélectionnées ont pris en compte un certain nombre de préoccupations. Ci-dessous nous avons résumé les principaux sujets de préoccupation.

Prolifération des Accords sans ressources

Cette question est directement traitée par une activité dont le thème est « *Actions pour prioriser la croissance de la CMS et de la famille CMS* ». Il y a différentes façons de réaliser l'objectif de cette activité en elle-même. L'option 1 aborde pleinement cette activité.

Présence mondiale de la CMS

Cette question est abordée avec vigueur dans l'option 1 avec la mise en œuvre de l'activité « *Améliorer la communication et rechercher des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et sa famille* ». Concernant l'option 2, l'activité « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » offre le développement d'un centre de données des espèces migratrices qui facilitera l'utilisation des données sur les espèces migratrices comme indicateur du changement climatique. Cela permettra certainement de rendre la CMS plus visible au sein de la communauté de la Convention internationale et lui donnera une niche dans un champ réglementaire bien encombré. La présence mondiale de la CMS peut aussi être améliorée en développant des synergies avec d'autres institutions et MEA concernés (option 2) et en développant sa présence locale dans les régions conformément aux options 1 à 3.

Rôle dans les questions sectorielles

Il y a un certain nombre d'activités qui soutiendraient cette question dans toutes les options. Cependant le rôle des questions sectorielles est directement abordé dans l'option 2 qui soutient pleinement la coordination des programmes de recherche sur de telles questions sectorielles au niveau de la famille CMS (voir « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » - moyen terme – option 2).

Groupement taxonomique

Toutes les options offrent une activité avec un degré de groupement taxonomique. L'option 3 offre le plus haut degré de regroupement puisqu'elle propose « *une collaboration avancée entre les Accords de la CMS via des projets, programmes ou Secrétariats reposant soit sur la géographie soit sur le groupement des espèces* » en fusionnant les Accords sur la base du groupement des espèces. Cela permettrait de développer un Accord cadre pour différents taxons qui alors pourraient bénéficier de plans d'action régionaux, très similaire à l'option recommandée par le groupe voies de migration suite à l'examen sur les voies de migration (Flyways Review).

Présence stratégique dans les régions (et dans d'autres MEA)

L'option 2 et 3 offrent la meilleure opportunité d'accroître la présence stratégique de la CMS dans les régions et auprès d'autres MEA afin « *d'identifier les opportunités de coopération et de coordination au niveau local et régional par la création de synergies basées sur la présence géographique* », activité entièrement mise en œuvre dans l'option 3. Cette activité traite directement de la régionalisation et prend des mesures à court terme pour être institutionnellement présente dans chacune des régions administratives de la CMS de concert et, dans la mesure du possible, avec l'assistance du PNUE, des ONG, des MEA et des Parties ; à moyen terme pour régionaliser les efforts de conservation en disposant d'avant-postes locaux avec l'aide du PNUE, des ONG, des gouvernements et des MEA (figurant aussi dans l'option 1) ; et à long terme pour que les Accords considèrent l'amélioration de la collaboration et de la coopération par le partage, par exemple : bureau/personnel/ressources (comme dans le cas d'Abu Dhabi pour les MdA des Dugongs et des oiseaux de proie) ou en partageant ces ressources avec d'autres institutions établies (ex : bureaux PNUE locaux, IUCN, etc.).

Lacunes dans le secteur marin

Aucune activité ne traite directement du fait de couvrir les lacunes du secteur marin. Cependant, « *Mener à bien une analyse globale des lacunes au niveau de la Convention et évaluer le bien-fondé des ressources* », ce qui est entièrement mis en œuvre dans l'option 1, nécessite d'identifier les lacunes dans le secteur marin.

Influer sur les Accords en dehors du PNUE

L'option 3 est celle qui aurait l'effet le plus important sur les Accords en dehors du PNUE car elle préconise la fusion des Accords et la consolidation des organismes scientifiques. Toutefois, l'activité pourrait être modifiée pour ne prendre en compte que les Accords de la famille PNUE.

Recommandation de l'ISWGoFS

L'ISWGoFS a pris la décision de ne pas recommander l'une des trois plus qu'une autres options et souhaite laisser les Parties faire leur choix.

Prochaines étapes

Ce rapport sera communiqué aux membres du StC de la CMS six mois avant la COP 10. On attend des membres du StC qu'ils répondent en apportant leurs suggestions et commentaires coordonnés quatre mois avant la COP 10.

Après examen, et deux mois avant la COP 10, ce rapport sera mis à la disposition des Parties, de la CMS et des autres Accords apparentés, du PNUE, de même qu'aux Accords environnementaux multilatéraux et d'autres organisations internationales concernées.

Il appartient ensuite à la COP de choisir, ou non, une partie ou l'ensemble d'une option telle qu'elle apparaît dans ce document, ou de choisir ou mettre en place un certain nombre d'activités présentées dans les options.

Examen sur les voies de migration

L'examen sur les voies de migration a été finalisé le 11 mars 2011 et il a été demandé au ISWGoFS d'en comparer les résultats avec leur propre examen. Bien que l'examen sur les voies de migration soit plus spécifique et comprenne une analyse des écarts par rapport à l'accord, bon nombre des questions soulevées dans la revue sur les voies de migration coïncident avec celles soulevées lors du processus de FS, de même que les activités choisies pour s'attaquer à ces questions.

L'examen sur les voies de migration a révélé qu'**un certain nombre d'accords sur les voies de migration pourraient bénéficier d'un regroupement** afin de créer des économies d'échelle, allégeant par exemple les charges administratives. L'examen du FS a constaté que c'était le cas au sein de la famille CMS. La recommandation du groupe sur les voies de migration suggère que la CMS envisage d'avoir des accords-cadres régionaux soutenus par des plans d'action entièrement financés mettant l'accent sur l'habitat les besoins les plus urgents concernant l'habitat et les espèces dans chaque région du monde."

Regrouper, fusionner ou élargir des accords avec des caractéristiques communes peut mener à des économies, mais aussi aider à atteindre une plus grande couverture, augmenter le nombre de Parties, aider à réaliser d'autres possibilités de synergie, identifier les lacunes, permet une approche de l'habitat et développer une véritable approche régionale pour la CMS. Le processus de FS identifie les activités suivantes qui y contribuent:

- Activité 15 – «Renforcement de la collaboration entre les accords de la CMS à travers des projets, des programmes ou des secrétariats basée sur des regroupements géographiques ou autour de groupes d'espèces.»;
- Activité 8 – «Identifier les opportunités pour la coopération et la coordination au niveau local et régional par la création de synergies fondées sur la géographie.»; et
- Activité 11 – «Chercher des occasions de coordonner les réunions entre les institutions, groupes de travail et à travers les accords de famille de la CMS.».

Avoir des **lignes directrices pour la création de nouveaux accords et initiatives**, et un financement adéquat dès le départ, sont des sujets qui ont été abordés tant par l'examen sur les voies de migration que par le processus de FS. Le processus de FS a identifié l'activité suivante :

- Activité 12 – «Actions donnant la priorité à la croissance de la CMS et de la famille CMS.».

Une autre question soulevée par l'examen des voies de migration a été la nécessité d'«harmoniser l'utilisation des indicateurs à travers le travail de toutes les conventions internationales." Avec une recommandation selon laquelle la CMS "devrait examiner la nouvelle gamme d'indicateurs de la CDB en fonction de l'accord sur la nouvelle orientation stratégique de la CDB, ses cibles et ses indicateurs associés, afin d'assurer une certaine harmonie avec eux ". Le processus de FS a également souligné la nécessité d'harmoniser les rapports à travers la CMS en s'appuyant autant que possible sur le travail en synergie entre les MEAs et les autres institutions internationales:

- Activité 9 - «Harmonisation et interopérabilité de la gestion des systèmes d'information et de rapports, dans les cas pertinents et applicables à la famille CMS.»;
- Activité 3 - «Renforcement de la recherche scientifique et de l'information.»; et
- Activité 1 – «Alignement sur la réforme de la gouvernance internationale de l'environnement».

En ce qui concerne les Mémoires d'accord, l'examen sur les voies de migration met en avant le **manque de financement de certains de ces instruments** : « Le principal problème en termes de maintien des efforts dans de nombreux cas, cependant, semble être le manque de ressources pour coordonner et mettre en œuvre ces initiatives. » Encore une fois, l'examen sur le FS a révélé que certains Mémoires d'accord sont correctement financés et d'autres ne le sont pas, s'appuyant uniquement sur des contributions volontaires. Les activités du FS qui permettraient d'aider à enrayer le problème seraient :

- Activité 10 – «Renforcer la coordination et l'entretien des Mémoires d'accord.» et
- Activité 12 – «Actions donnant la priorité à la croissance de la CMS et de la famille CMS.».

L'examen sur les voies de migration a déclaré qu'« il est important que les nouvelles activités liées à la gestion des voies de migration "se fasse remarquer" et qu'il présente un profil singulier aux décideurs et aux tiers. Les travaux à cet effet devraient être inclus dans tout plan prévisionnel d'activité et la question de la marque/définition (branding) " La question de l'**accentuation du profil de la CMS et de sa famille**, qui peut conduire à une plus grande couverture, un meilleur financement et d'autres possibilités de synergie, a été un thème tout au long du processus de FS et des actions ont été identifiées pour aider à atteindre cet objectif. L'activité suivante répond pleinement à cette question :

- Activité 4 – «Améliorer la communication et chercher des occasions de développer l'intérêt pour la CMS et sa famille».

1. Historique de l'examen de la FS

L'idée de lancer une initiative dont le but est de restructurer le fonctionnement de la famille CMS a pour la première fois été émise par les Parties à la 32^{ème} session du StC en novembre 2007. Lors de cette réunion, les Parties ont reconnu qu'il y avait une incohérence préoccupante entre la croissance rapide de la Convention au cours des récentes années et les moyens humains ainsi que financiers dont elle disposait et qu'elle ne pouvait plus répondre à ses objectifs de façon adéquate. Le StC a donc décidé de créer un comité directeur électronique pour le FS de la Convention, mais la décision n'a jamais été suivie d'une application concrète avant la COP 9.

Étant donné la croissance continue et le succès de la famille CMS ainsi que la reconnaissance dont elle a bénéficié avec l'examen des Nations Unies sur la façon dont l'organisation pourrait se développer en une entité mieux intégrée, par le développement des politiques et de la gestion, la COP 9 a lancé le processus FS intercession. Le but de ce processus FS, comme il est mandaté et établi dans la Résolution 9.13, est d'explorer :

« les possibilités de renforcer la contribution de la CMS et de la famille CMS en faveur de la conservation mondiale, de la gestion et de l'utilisation durable des espèces migratrices sur toute l'aire de répartition ».

La résolution 9.13 a demandé qu'un groupe ad-hoc soit établi avec pour tâche de faire des propositions sur les futures stratégies et la structure de la CMS et de sa famille pour qu'elles soient présentées à la COP 10. Les termes de référence de ce processus FS ont été aussi convenus à la COP 9 et sont présentés à l'annexe de la résolution 9.13. Les termes de référence requièrent que l'ISWGoFS identifie les impacts institutionnels, juridiques, organisationnels et budgétaires de ses propositions et prenne en compte toutes les questions soulevées dans le paragraphe 3 de la résolution 9.13.

L'ISWGoFS devait être pris en charge par le Secrétariat de la CMS, se réunir durant tous le processus FS et consulter ses membres, les Secrétariats de la CMS et de la famille CMS, les Parties, d'autres MEA et ONG et ceux qui ne sont pas des Parties s'il y a lieu. L'ISWGoFS a été habilité à nommer des consultants externes si nécessaire et en 2009, puis de nouveau en 2010, a nommé l'ERIC pour qu'il les assiste dans le processus FS. Ce processus doit être divisé en trois étapes ou phases liées à un calendrier strict ; chacune de ces phases est résumée ci-dessous.

L'ERIC aimerait chaleureusement remercier le président et les membres de l'ISWGoFS, le Secrétariat de la CMS, les Secrétariats de tous les Accords de la famille CMS et tous ceux qui, par leur apports et leurs conseils inestimables, ont contribué au processus du FS.

L'ISWGoFS et l'ERIC remercient sincèrement la France qui, avec la Finlande, a financé l'assistance technique externe ; la Suisse, la France et l'Allemagne pour avoir financé les réunions de l'ISWGoFS, ainsi que l'Allemagne pour sa contribution au financement des traductions.

2. Présentation générale des 3 phases

Remarquez que les informations ci-dessous des phases I et II sont un résumé des rapports extensifs mis à disposition sur le site Internet de la CMS.

2.1. Phase 1: Avantages et inconvénients de la CMS et de sa famille

2.1.1 Objectif

La phase I du processus FS est à l'origine du processus intersession dicté par la résolution 9.13 explorant les possibilités de renforcer la CMS et sa famille. Débutant en juillet 2009 et se terminant par la production d'un rapport final de phase I le 1er janvier 2010, cette phase donne une vue d'ensemble de l'organisation et des activités de la CMS et de sa famille et présente une analyse critique opérationnelle en se concentrant sur les avantages et inconvénients des arrangements actuels, comme le mandate la résolution 9.13.

2.1.2 Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur une analyse documentaire d'une documentation clé comprenant les Accords et les MdA pertinents faisant partie de la famille CMS. Les informations associées, basées sur le Web, ont également fait l'objet d'un examen. Par ailleurs, les données ont été fournies par le Secrétariat de la CMS de même qu'elles sont issues de questionnaires conçus par l'ISWGoFS6, lesquels ont été remplis par les Secrétariats de la famille CMS.

2.1.3 Analyse critique du système actuel

La CMS et sa famille ont eu beaucoup de succès dans la création d'Accords et dans leur travail en faveur de la conservation pendant plus de trois décennies. Un grand nombre de cas exemplaires parsèment l'histoire et le travail actuel de la famille CMS, notamment l'implication et la haute qualité de son personnel. Nous avons dû résumer ce rapport et aucun des problèmes soulevés ci-dessous ne devrait être interprété comme des critiques envers des individus mais plutôt être perçus comme des défis structurels. L'ERIC a aussi perçu que les questions soulevées au début du processus ont déjà commencé à être traitées, ce qui montre à quel point le processus FS a été interactif et répétitif.

2.1.3.1 Intégration et recrutement

La famille CMS compte sur le Secrétariat de la CMS pour fournir une mesure d'intégration à l'ensemble de la famille. Par exemple la plupart des MdA reçoivent leur soutien en Secrétariat, et la plus grande part du soutien scientifique, du Secrétariat de la CMS et du ScC7., ce qui permet de partager l'expertise, l'expérience de la conservation, la cohérence des services, l'apport d'une politique centrale solide et la compréhension de ce dont les MdA ont besoin.

L'équipe du Secrétariat de la CMS est dédiée à son travail (une petite équipe effectue un énorme travail) et remplit de manière flexible de nombreuses fonctions. Pourtant, on attend du Secrétariat de la CMS qu'elle ait suffisamment de ressources en termes de personnel, finances et logistiques pour faire face avec succès à un tel arrangement. Bien que l'on puisse débattre pour savoir si c'est oui ou non le cas et si une repriorisation des agendas de travail permettrait d'aborder cette question, la position de la CMS, Figure 3 ci-dessous, est comparée aux autres MEA en termes de nombres d'instruments et de Parties qu'ils servent, ainsi qu'à leurs financements annuels, en prenant comme référence l'année 2010.

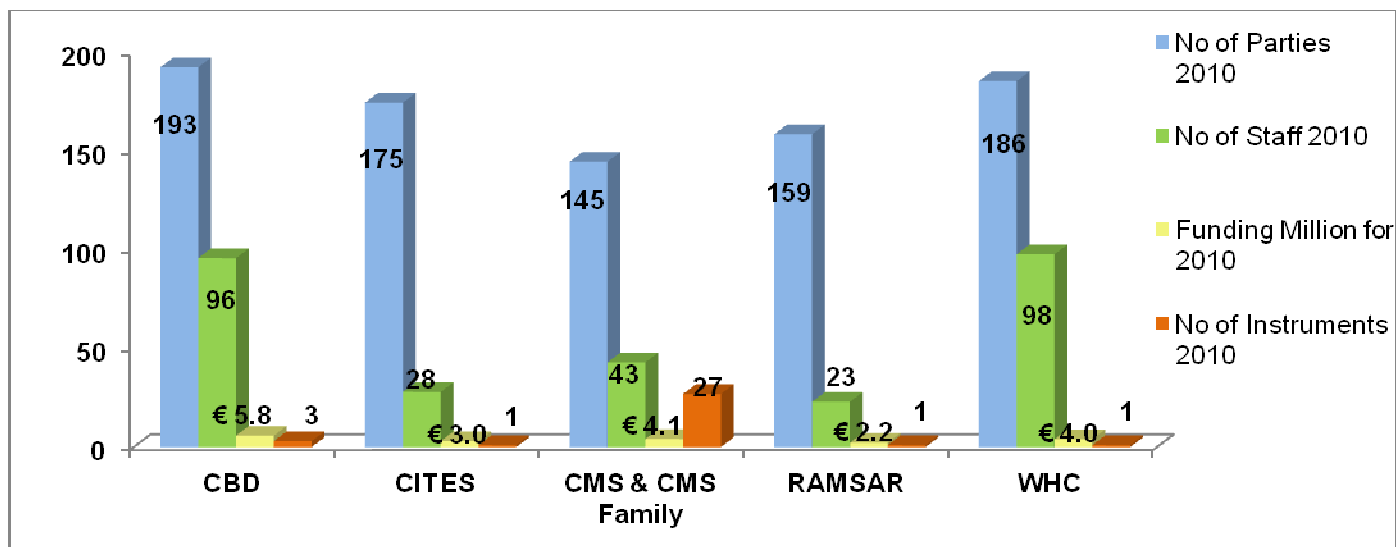


Figure 3 : Nombre de Parties, effectifs, financement et instruments servis⁸.

Même s'il est vrai qu'une mesure de l'efficacité des ressources pourrait être réalisée par différentes méthodes, il existe des secteurs qui sont indubitablement en sous-effectifs (ou qui pourrait bénéficier d'un soutien extérieur) comme le département Information & Renforcement des capacités et le département Politique & Accords, considérant leur charge de travail. Le département Politique & Accords dispose de 4 employés (chef d'unité, assistant de programme, secrétaire à plein temps (actuellement vacant) et un administrateur auxiliaire) qui doivent gérer 15 Accords. Le département Information & Renforcement des capacités dispose de 4 employés (chef d'unité, assistant relations publiques, un secrétaire à temps partiel, un commis et un commis/secrétaire à l'enregistrement partagé avec une autre unité) et doit se charger de 115 Parties et divers groupes de travail intersessions.

L'ERIC a trouvé peu de signes de coopération entre les Accords, la coordination des programmes, au niveau des thèmes sectoriels ou des problèmes liés à l'habitat. Il y a toutefois des exceptions, l'AEWA (Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) a annoncé à la MOP 3 qu'il cherchait à identifier des secteurs de coopération possible entre l'ACAP (Accord sur la conservation des albatros et des pétrels) et l'AEWA afin d'améliorer la gestion des problèmes relatifs à la conservation des oiseaux de mer⁹.

ASCOBANS et ACCOBAMS, qui ont convenu d'ateliers conjoints sur des sujets communs, sont également d'accord qu'ASCOBANS sera représenté dans le groupe de travail d'ACCOBAMS sur le bruit afin de faciliter le travail des sujets communs sur le bruit marin (voir le rapport de la 18^{ème} réunion du Comité consultatif d'ASCOBANS AC18)

2.1.3.2 Financement

On peut toujours débattre du manque de financement alloué aux activités de conservation et donc l'ERIC ne commente pas le caractère approprié des budgets centraux (contributions obligatoires des Parties) ou les contributions volontaires. Cependant, pour ce qui est de la structure financière de la CMS, on remarquera que les MdA ne disposent pas, dans la plupart des cas, d'un financement sûr et régulier¹⁰ mais compte sur des contributions volontaires morcelées ce qui peut conduire à une approche parcellaire de la conservation et à un manque de moyens pour faire face à une planification à

⁸ €4,1 millions est basé sur €2,1 millions de la CMS, €674.000 de l'AEWA, €472.000 de l'ACAP (converti du \$Aus), €346.000 de l'EUROBATS, €180.000 de l'ASCOBANS, €232.000 de l'ACCOBAMS

⁹ Signalé à la MOP 3 de l'AEWA.

¹⁰ L'exception est les MdA basés à Abu Dhabi.

long terme, d'où un risque pour la réputation de la CMS quand il s'agit de faire progresser la conservation localement. De toute évidence, on retiendra le cas d'une unité de coordination MdA spécifique qui permettrait d'assurer un suivi très rapproché et direct des décisions de réunions de MdA et qui ainsi permettrait de mieux se focaliser sur l'engagement des Parties.

Nous avons aussi remarqué que pour les Accords, la majorité des dépenses du budget central est dédiée aux affaires institutionnelles, alors que les contributions volontaires sont utilisées pour les activités de conservation.

La Figure 4 ci-dessous compare le budget central et les contributions volontaires entre Accords juridiquement contraignants¹¹.

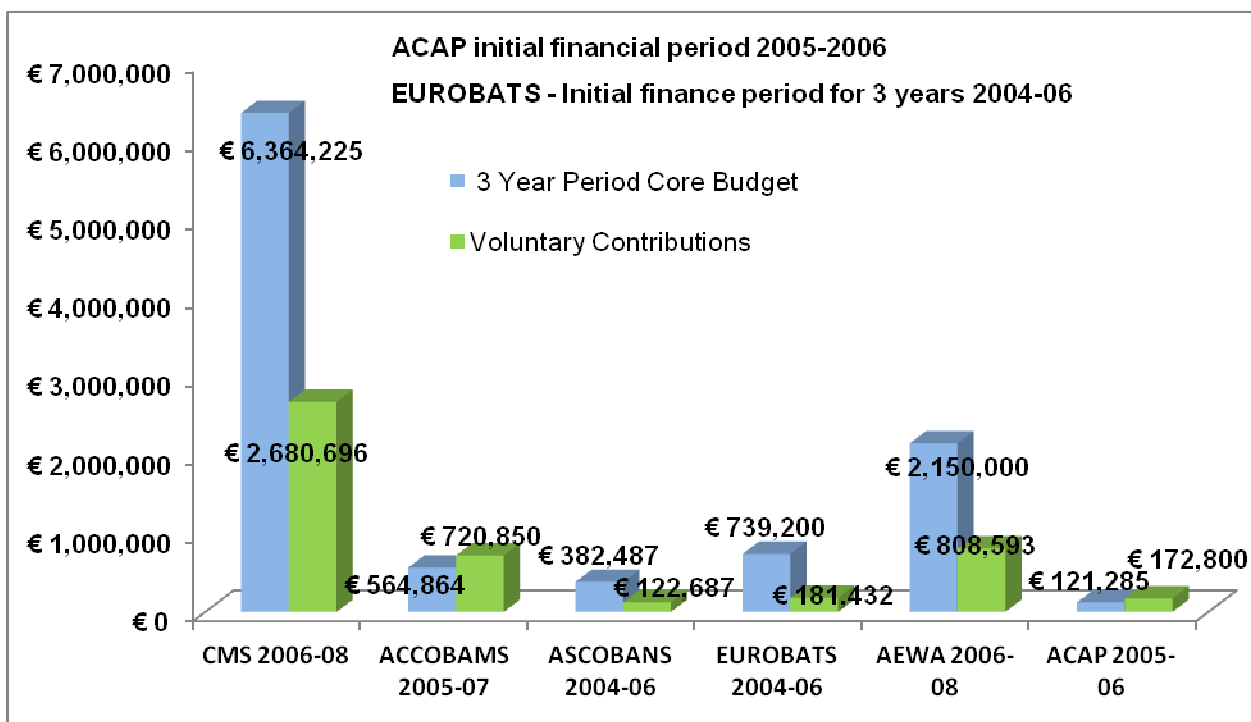


Figure 4 : Budget central et contributions volontaires entre Accords juridiquement contraignants (se basant sur les données disponibles les plus récentes).

Un certain nombre d'Accords auxiliaires ont signalé qu'un manque de financement n'était pas sans conséquences sur la mise en œuvre de leurs plans de travail, ex : l'Accord Gorille n'a reçu aucun financement central à ce jour, le MdA de la grue sibérienne ne peut pas financer la surveillance des oiseaux relâchés, le MdA du cerf de Boukhara ne peut pas développer de réseau pour les zones de protection, et le MdA des mammifères aquatiques d'Afrique occidentale (West African Aquatic Mammals) est paralysé du fait d'un manque de financement. D'un autre côté, le MdA de l'éléphant d'Afrique occidentale qui a besoin d'un financement estimé à US\$120.000 pour pouvoir opérer au cours des trois prochaines années a reçu en 2009 des contributions volontaires s'élevant respectivement à €15.000 et €25.000 euros de la France, mais en mars 2011 ces fonds n'étaient toujours pas dépensés.

Même si on peut débattre du fait que tous les Accords ne sont pas suffisamment financés, en réalité cela peut refléter la priorité des Parties dans l'actuel climat économique et il peut être nécessaire

¹¹ Le Wadden Sea Seals' Agreement (Accord sur la conservation des phoques dans la mer des Wadden) n'a pas fourni d'informations, il ne figure donc pas dans ce tableau. L'Accord Gorille n'existait pas pendant cet exercice budgétaire, il ne figure donc pas dans ce tableau.

d'utiliser le financement actuel de façon plus efficace au niveau de la CMS et de sa famille et/ou reprioriser les activités mandatées.

2.1.3.3 Contrôle de la mise en œuvre

Bien que certains Accords aient déclaré qu'ils contrôlaient la mise en œuvre de leurs plans d'action, nous n'avons trouvé aucun contrôle d'une mise en œuvre coordonnée au niveau de la famille CMS, il est donc difficile à ce stade d'identifier la productivité et les économies que l'on pourrait obtenir au niveau de la CMS et de sa famille. Au niveau central, suite à la 37^{ème} réunion du StC, il a été convenu que l'examen de l'actuel plan stratégique (prolongé jusqu'en 2014) serait entrepris dans la période d'intersession entre la COP 10 et 11 (2012-2014)⁴.

2.1.3.4 Renforcement des capacités

Dans certains états des aires de répartition le renforcement des capacités et la formation sont insuffisants pour le personnel technique. Par ailleurs, certains états des aires de répartition ne bénéficient pas toujours d'un équipement technique suffisant pour que le personnel technique puisse mener à bien ses missions, ex : surveillance et études écologiques. Le budget actuel de la CMS des ateliers de formation s'élève à €21.81413 pour la période 2009-2011 ce qui de toute évidence ne couvre pas cette insuffisance. Cependant, on ne dispose pas d'outils internes, tel qu'un intranet, qui pourraient être une solution économique à certains de ces problèmes de renforcement des capacités.

2.1.3.5 Couverture de la famille CMS

La CMS aspire à un champ d'application mondial. La Figure 5 illustre le nombre de Parties à la CMS par région et le pourcentage des états des aires de répartition dans cette région qui sont des Parties.

⁴ L'élaboration du nouveau plan stratégique de la CMS pour 2015-2017, qui prendra pleinement en compte le processus de la structure future, pourrait être confiée à un groupe de travail intersession établi à la COP10.

¹³ Résolution 9.14 de la COP 9

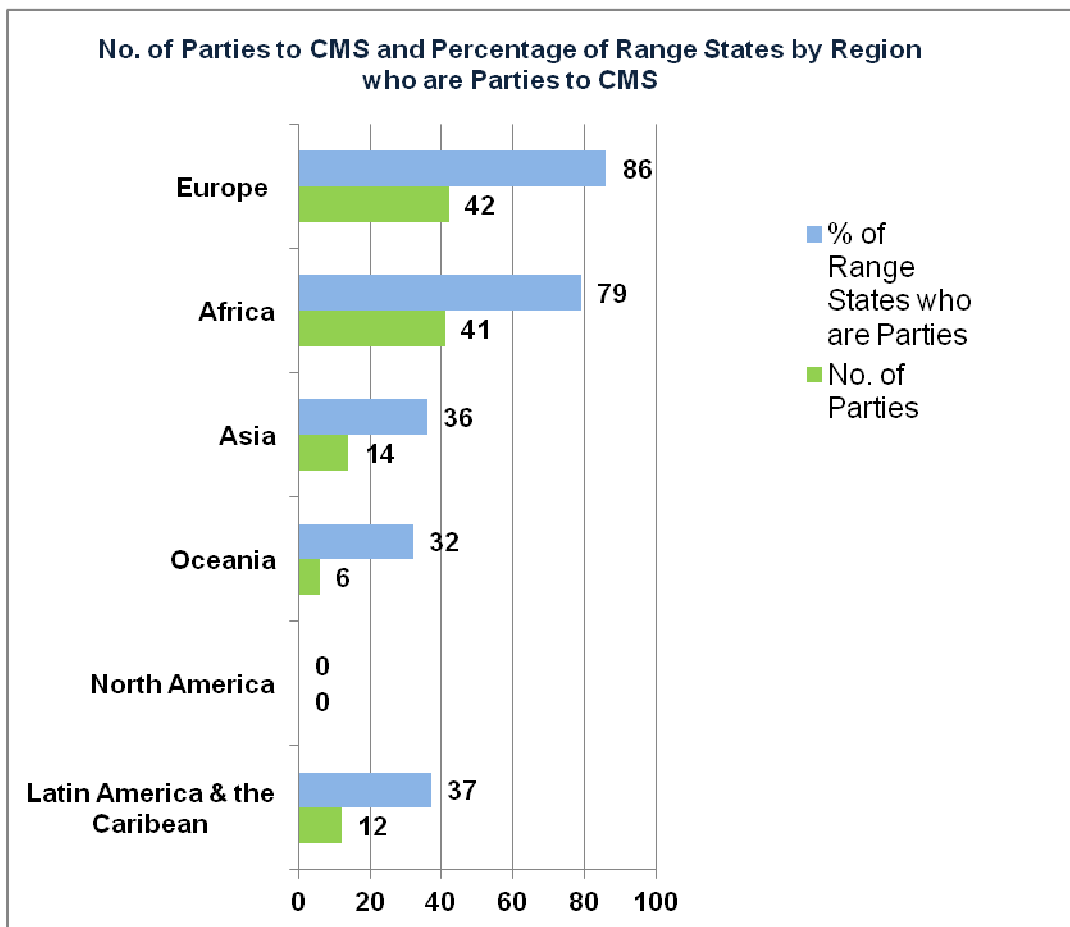


Figure 5: Nombre d'états des aires de répartition par région qui sont des Parties à la CMS

La Figure 6 ci-dessous illustre le pourcentage des Parties de la CMS considéré par région du monde.

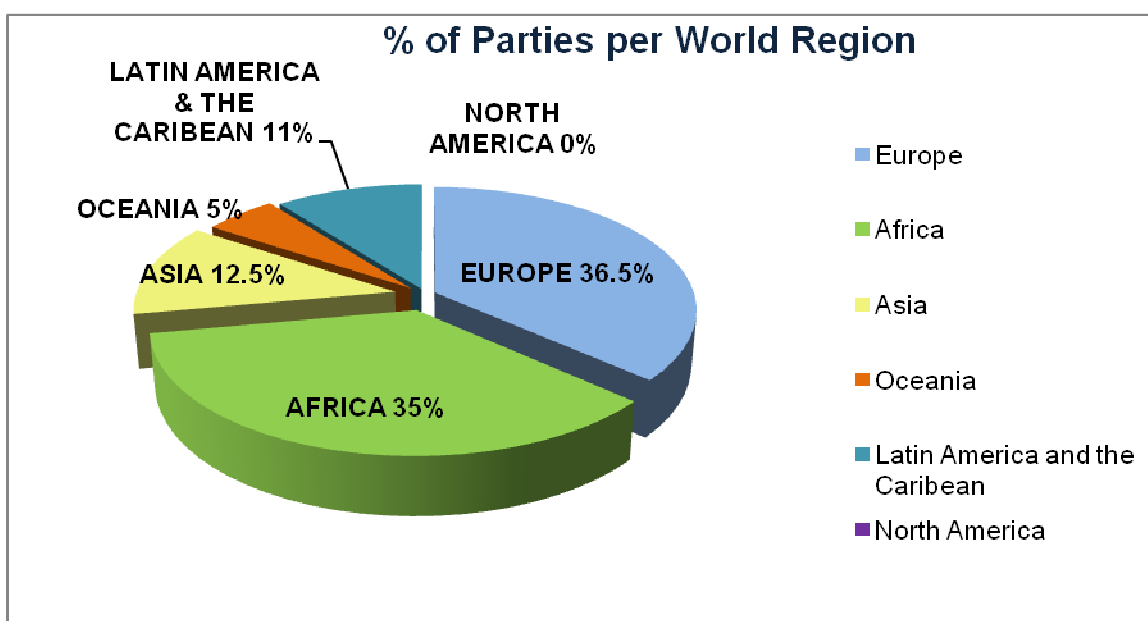


Figure 6 : Pourcentage des Parties par région

Depuis le début du processus FS, la CMS s'est plus encore efforcé sa visibilité et sa présence en Amérique du Nord et a fait connaître son intention de recruter un administrateur de programme associé (P2) pour la région Amérique du Nord. Le bureau d'Abu Dhabi est bien placé régionalement pour couvrir le Moyen Orient et l'Asie Centrale et sert le MdA des oiseaux de proie (rapaces) et le MdA des Dugongs. L'Accord de l'IOSEA s'applique à la région du sud-est asiatique et de l'océan indien.

La Figure 7 ci-dessous montre la différence entre les états des aires de répartition et les signataires¹⁴ des MdA des Accords existants.

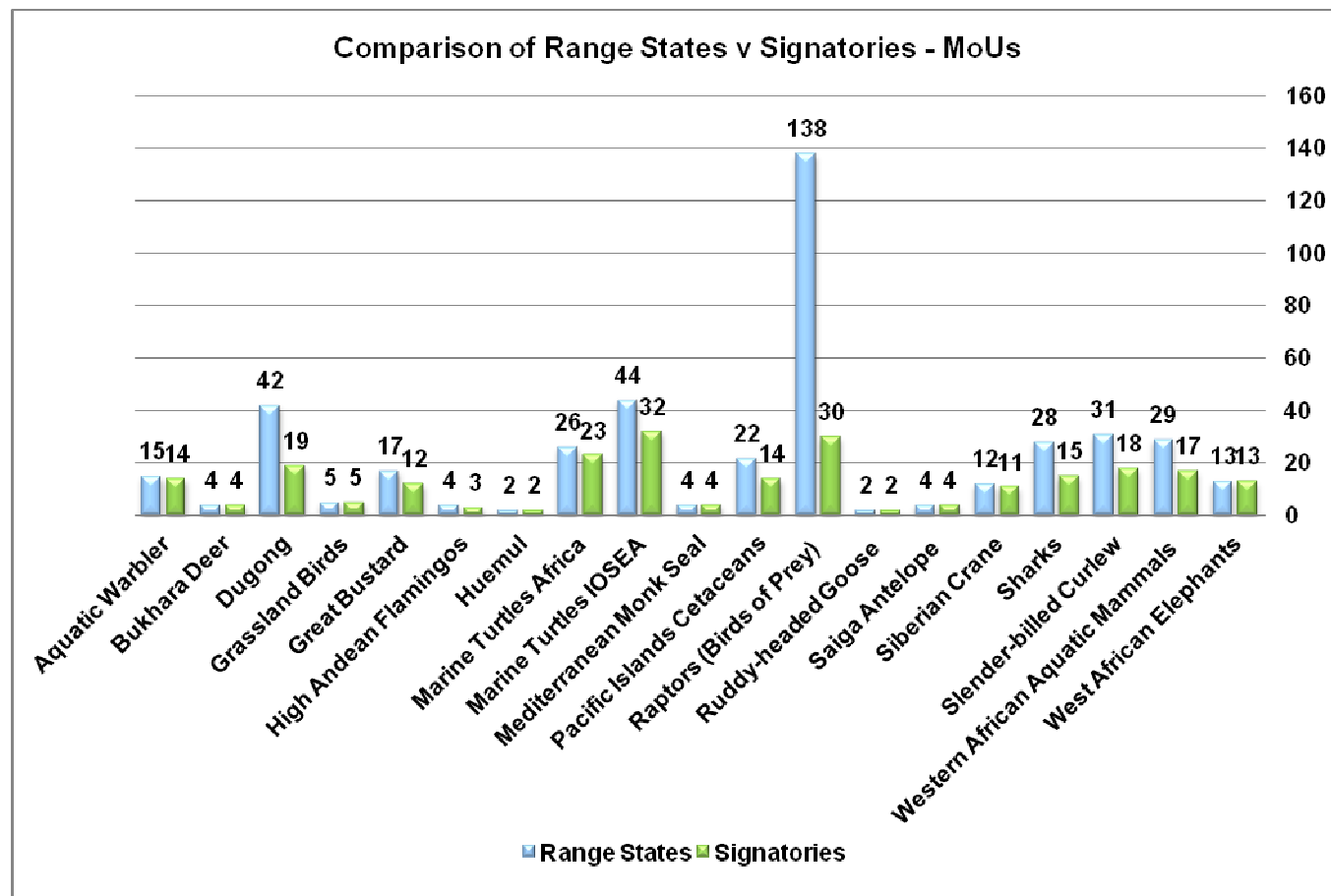


Figure 7: Comparaison entre les états des aires de répartition et les signataires des MdA.

¹⁴ Le MdA des requins n'est pas inclus, car il n'y a pas un nombre défini d'états d'aires de répartition.

La Figure 8 compare les états des aires de répartition et les Parties existantes liées par un Accord juridiquement contraignant (Accords).

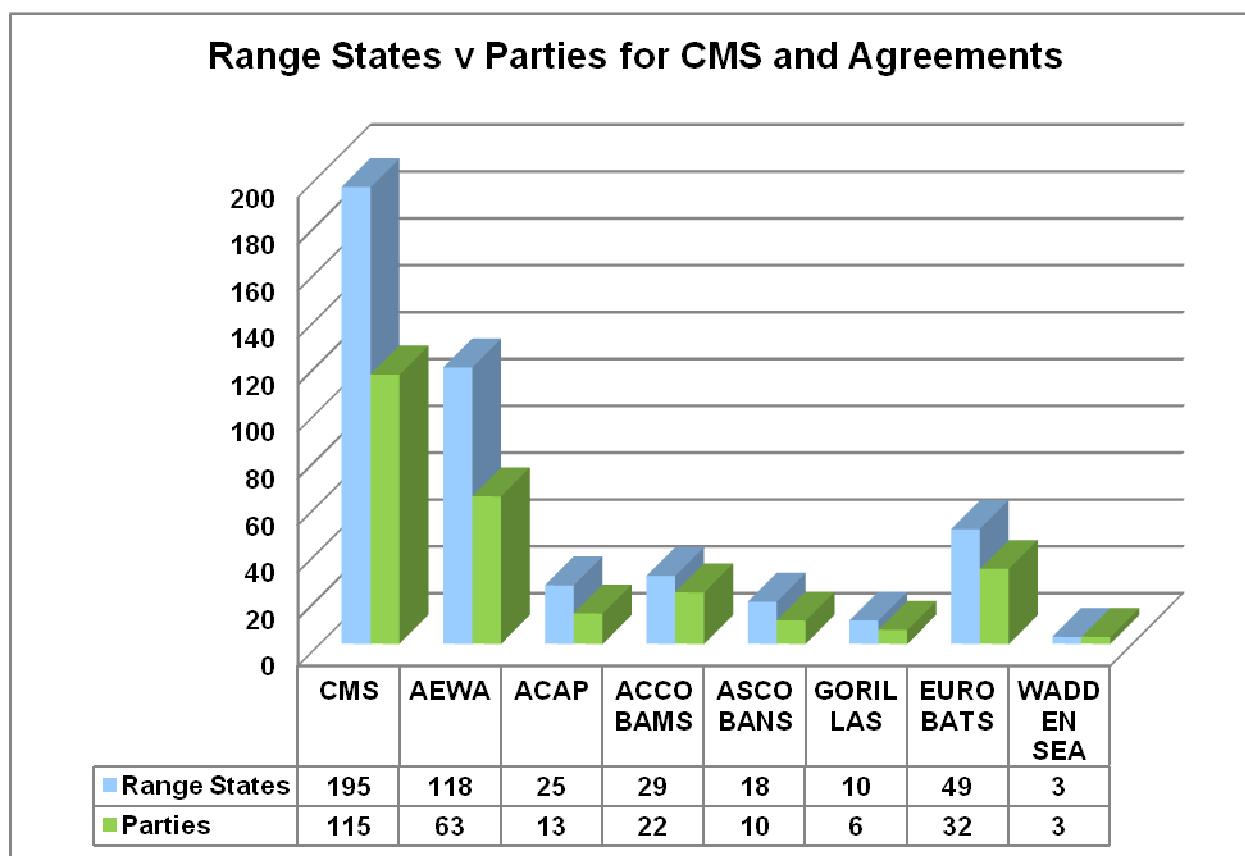


Figure 8 : Comparaison entre les états des aires de répartition et les signataires de la CMS et des Conventions filles.

2.1.3.6 Rapport

L'ERIC s'est aperçu que le fardeau des rapports était important pour les Parties et qu'elles n'avaient pas toujours les ressources ou le temps de produire ce qui était demandé. Cela est dû au volume de rapports exigés (étant parfois parties prenantes dans plus d'un Accord de la CMS, ainsi que dans d'autres MEA et institutions apparentées) et aussi dû à un manque d'harmonie entre les rapports. Bien qu'un certain nombre d'instruments aient produits un mandat pour travailler sur cette harmonisation (ex : CMS et AEWA), il n'y a pas de coordination au niveau de l'ensemble de la famille CMS sur les périodes de rapports ou de système de rapport normalisé pour l'ensemble de la famille CMS.

D'autres problèmes ont été soulevés par les Parties, comme le fait que des questions posées dans des rapports étaient parfois dupliquées entre les différents Accords et menaient à des inefficacités et une duplication du travail. Là où divers centres de liaison nationaux ont été identifiés par les gouvernements pour différents Accords, ce problème est aggravé par exemple lorsque les centres de liaison nationaux ne communiquent pas entre eux ou du fait de différences entre les décisions prises par les Parties et/ou signataires des différents instruments sur ce qu'il convient de rendre compte et le niveau d'informations à fournir. Tout cela veut aussi dire qu'il est difficile pour les Secrétariats de fusionner les rapports individuels en un rapport unique résumant la position collective de tous les Parties/signataires.

Nous aimerions aussi indiquer qu'il n'y a pas d'harmonisation des rapports au niveau des Conventions¹⁵ liées à la biodiversité, ce qui accroît d'autant plus la charge sur les Parties, également membres d'autres Accords internationaux, qui trouvent que les exigences en matières de rapports auxquelles elles doivent se soumettre sont de plus en plus importantes.

2.1.3.7 Données techniques

L'accès aux données techniques au niveau de la famille CMS est variable, même si certains Accords ont développé des systèmes avancés, par exemple l'IOSEA Marine Turtle Interactive Mapping System (système cartographique des tortues marines) (développé par le PNUE-WCMC). D'autres Accords se sont associés à d'autres organisations, par exemple l'AEWA pour produire l'outil Critical Site Network (réseau de sites critiques) pour le projet Wings over Wetlands. Cependant ce savoir-faire n'est pas utilisé au niveau de la famille CMS.

Concernant le système de gestion de l'information de la CMS, la mise en œuvre d'un projet liant les données de sources externes, de manière directe et efficace, au savoir et à l'information générée au sein de la CMS, n'a pas été pleinement réalisée¹⁶.

2.1.3.8 Taux d'activité

La famille CMS a eu beaucoup de succès dans la signature des Accords, avec 7 Accords juridiquement contraignants et 19 MdA en existence en avril 2011. Cela montre que l'on a conscience de la nécessité de protéger la biodiversité, le rôle important que jouent les espèces migratrices dans les écosystèmes nationaux, la bienveillance des gouvernements envers la CMS et l'excellente capacité de négocier du personnel de la CMS. Toutefois, une croissance rapide sans consolidation peut signifier que des ressources déjà limitées sont encore plus sollicitées, d'où un risque d'application inégale de tous les Accords, qu'ils soient nouveaux ou anciens. Des opportunités de consolidation peuvent aussi être manquées.

Le diagramme ci-dessous montre la croissance des Accords juridiquement contraignants ou non, au cours des 20 dernières années. La croissance de la famille CMS a principalement eu lieu au cours des 10 dernières années (2001-2010), 19 Accords ayant été conclus dans cette période, comparés aux 7 de la décennie précédente (1991-2000). La dernière période de 5 ans (2006-2010) a vu une croissance exponentielle de la famille CMS avec la création de 12 nouveaux Accords, 11 d'entre eux ne recevant que des contributions volontaires et étant largement soutenus par la CMS, le ScC (conseil scientifique) et le département Politique & Accords du Secrétariat (actuellement directement pourvu d'un directeur d'unité, d'un administrateur auxiliaire(JPO), d'un assistant de programme et d'un secrétaire à temps partiel. Le Secrétariat de la CMS a affirmé que deux nouvelles affectations sont prévues pour le département précédemment mentionné ci-dessus en 2011 à savoir un JPO à temps partiel et un détachement d'administrateur P2.

¹⁵ Le PNUE travaille dessus et en 2008 a produit un rapport *'Joint core reporting elements of biodiversity-related Conventions and agreements'* préparé par la Division juridique environnementale et des Conventions du PNUE et du PNUE-WCMC.

¹⁶ PNUE/CMS/Conf.9.18/Rév.1

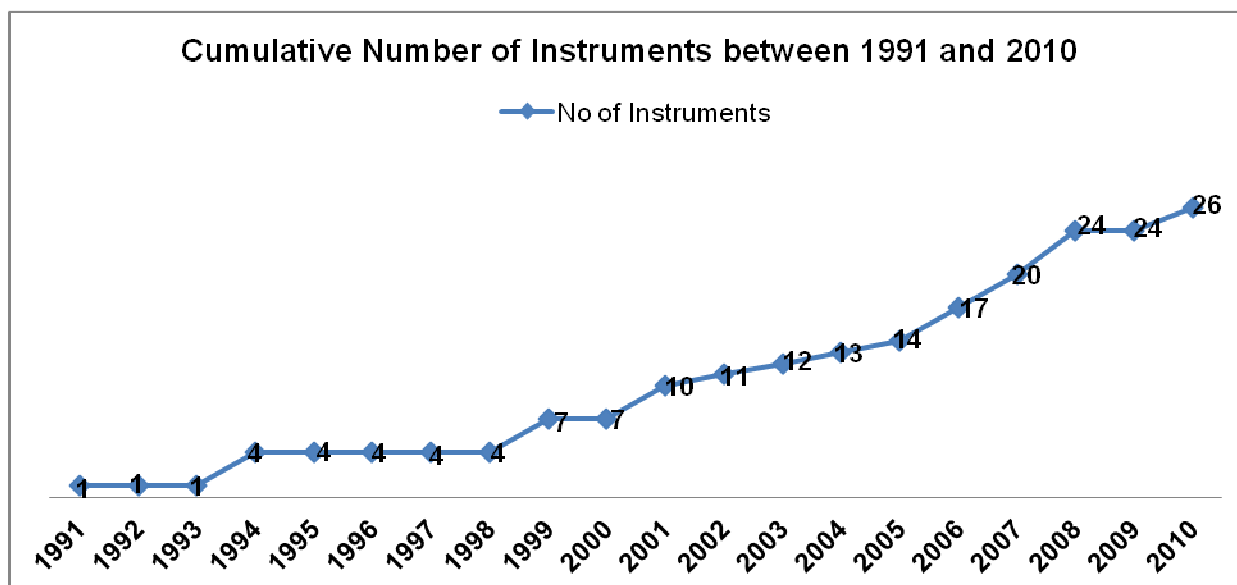


Figure 9 : Croissance d'une année sur l'autre des instruments juridiquement contraignants et non-contraignants.

2.1.3.9 Régionalisation et localisation

La CMS est réellement présente dans les régions grâce à ses Parties, mais il s'agit d'une organisation qui travaille pour l'essentiel de son centre administratif à Bonn. On a aussi perçu, de la part de certaines des Parties, un besoin de travail de conservation sur le terrain et d'une présence locale de la CMS, que ce soit via le Secrétariat ou par le biais d'un engagement plus important d'une ou plusieurs Parties régionales. Nous aimerions ici clarifier le fait que la régionalisation ne fait pas référence à une décentralisation des activités de la CMS. Elle signifie disposer d'une présence régionale et/ou locale avec assistance et coordination d'une présence centralisée de la CMS à Bonn afin d'exploiter les synergies et opportunités locales.

Comme il en est fait mention auparavant, la CMS fait actuellement savoir qu'elle recrute un administrateur de programme associé (P2) pour la région Amérique du Nord et qu'elle est présente à Abu Dhabi et Bangkok.

2.1.3.10 Synergies

La recherche d'un travail synergique exige des politiques claires et de haut niveau pour obtenir les meilleurs résultats, l'alignement des objectifs, la division du travail, le maintien de relations à long terme et une coordination sur le terrain des actions de conservation.

La famille CMS a récemment fait des efforts pour travailler en synergie avec d'autres organisations et partenaires internationaux. Les initiatives, comme la réunion de mars 2011 avec la CITES sur une collaboration commune, la retraite commune des Conventions sur la diversité biologique et la (leur) déclaration commune au débat de haut niveau à la 10^{ème} Conférence des Parties de la CDB sur la collaboration, l'analyse en cours du plan stratégique de la CDB (Convention sur la Diversité Biologique) par le Secrétariat de la CMS et le travail sur l'IPBES (Groupe Intergouvernemental d'Expertise sur la Biodiversité - GIEB), sont tous de très bons exemples.

La CMS annonce actuellement qu'elle cherche à recruter un consultant pour travailler sur la liaison inter-agence, y compris la mise en place de politiques et un travail en collaboration avec la CITES, menant à la COP 10.

2.2. Phase 2: Développement des activités

2.2.1 Objectif

Pour chacune des questions mentionnées au point 3 de la résolution 9.13 et à la lumière du résultat de l'évaluation de l'actuelle situation de la CMS, l'ISWGoFS a proposé un certain nombre d'activités qui pourraient améliorer les opérations en cours et, au besoin, résoudre toute difficulté rencontrée et présagée dans le fonctionnement de la CMS et de sa famille.

2.2.2 Méthodologie

La deuxième étape ou phase II de ce processus repose sur le rapport de phase I du processus FS de l'ERIC, sur les réponses aux questionnaires de phase II pour les Parties/signataires des instruments de la CMS, sur les MEA et partenaires (préparés par l'ISWGoFS) adressés aux Parties de la CMS, aux MEA et à d'autres partenaires de la CMS (ex : ONG et institutions scientifiques) et les résultats de la réunion de l'ISWGoFS le 12 juillet 2010. Lors de la réunion, un atelier passionnant a été tenu où les membres de l'ISWGoFS ont proposé un grand nombre d'activités pour améliorer la CMS et sa famille en prenant en compte les questions soulevées dans la résolution 9.13 paragraphe 3 et les documents de l'ERIC pour la réunion.

2.2.3 Activités

Suite à la réunion du 1^{er} et 2 juillet 2010, on a demandé à l'ERIC de fournir une estimation détaillée des coûts de mise en œuvre des activités qui traitent les problèmes identifiés en phase I, ainsi que des informations sur l'impact des activités en termes d'effet juridique, d'effet institutionnel, d'effet de conservation, d'intégration au sein de la famille CMS et de synergies avec les organisations extérieures.

L'ERIC a alors préparé un certain nombre de documents avec des options pour l'ISWGoFS qui regroupaient ces activités par thème commun. Cependant, du fait de contraintes temporelles, le président de l'ISWGoFS a mandaté le regroupement des activités sous quatre options – à savoir : la concentration, la décentralisation, l'idéal et le coût réduit ; les deux premières ayant aussi été proposées pour être considérées par l'ERIC.

Plus tard l'ISWGoFS a accepté le développement des activités mais a rejeté les quatre options. Cependant la phase II et le rapport qui a suivi ont été à la base du développement du rapport de phase III.

Du fait que l'information appropriée se trouve aussi maintenant dans la prochaine phase, nous allons procéder au débat de la phase III.

2.3. Phase 3: Développement de 3 options

2.3.1 Objectif

Sur la base de l'hypothèse développée suite à la phase II par la mise en œuvre des activités qui traitent les questions soulevées à la phase I, l'ISWGoFS a proposé trois options différentes pour l'organisation future et le développement stratégique de la CMS et de la famille CMS. Les avantages et inconvénients de chaque option quant à leur impact sur les questions institutionnelles, organisationnelles, juridiques et financières de la CMS et de sa famille sont esquissés dans les

tableaux 3, 5 et 6 de ce rapport. (Voir l'Annexe 1 pour en savoir plus sur les impacts de chaque activité concernant ces quatre questions soulevées dans la résolution 9.13).

2.3.2 Méthodologie

Étant donné le grand nombre d'activités proposées en phase II, beaucoup d'entre elles ayant un thème commun mais se distinguant de manière générale sur une base temporelle, l'ERIC les a groupées par thème puis les a différenciées en fonction de leur mise en œuvre à court, moyen ou long terme. Le court terme fait référence à une mise en œuvre finale de l'activité dans une COP (ex : en 2014), le moyen terme dans deux COP (ex : en 2017) et le long terme dans trois COP (ex : en 2020). Ce délai d'exécution permet de mettre en œuvre les activités qui doivent être démarrées immédiatement mais dans le cadre d'un calendrier réaliste pour leur réalisation. À des fins d'information, un tableau groupant toutes les activités par option et calendrier se trouve à l'annexe 4.

Étant donné le climat financier actuel, les coûts étaient au premier plan des préoccupations de l'ISWGoFS. Toutefois, le WG n'a pas voulu, en se basant sur les coûts, considérer comme exclues les options ou les activités identifiées par l'exercice de la FS et a donc demandé à l'ERIC de fournir des coûts détaillés pour que les activités soient mises en œuvre sur la base d'une fourchette de coûts (faibles, moyens, élevés).

Les résultats finaux de cet exercice sur les coûts estimés se trouvent à l'annexe 2 de ce rapport. Pourtant, sans une meilleure compréhension de la mise en œuvre des plans stratégiques et d'action actuels, et la réévaluation des priorités de gestion pour qu'elles correspondent à l'option choisie, et donc une compréhension des économies résultantes, les coûts actuels ne peuvent être établis avec certitude¹⁷. Les coûts ont été calculés sur une période budgétaire de trois ans et on a, à ce stade, identifié des coûts potentiels supplémentaires pour la CMS et sa famille au-delà et au-dessus du courant budget central, ainsi que fourni une estimation financière pour la contribution en temps du personnel existant, laquelle est déjà couverte par les budgets centraux.

Les 3 options sont décrites puis présentées sous un format tabulaire, chaque option étant évaluée face aux entêtes ci-dessous :

- a) Brève description de l'option ;
- b) Buts et objectifs de l'option ;
- c) Impacts organisationnels ;
- d) Impacts juridiques ;
- e) Stratégies et impacts financiers ;
- f) Impacts institutionnels ;
- g) Problèmes de phase I abordés.

2.3.3 Les options

L'ISWGoFS choisit 3 options contenant des activités qui traitent dans une mesure différente de toutes les questions qui ont été soulevées à la phase I. Les options sont cumulatives dans la mesure où les activités présentent dans l'option 1 figurent aussi dans l'option 2 et dans la mesure où les activités présentent dans l'option 2 figurent aussi dans l'option 3, comme l'illustre la Figure 10 ci-dessous. L'objectif derrière ces options est d'accroître le rôle de la CMS, dans sa contribution à l'amélioration de la conservation, nécessaire à la préservation des espèces migratrices.

¹⁷ L'annexe 2 est un résumé de l'estimation des coûts, car il y a une très grande quantité de données dans l'estimation complète.

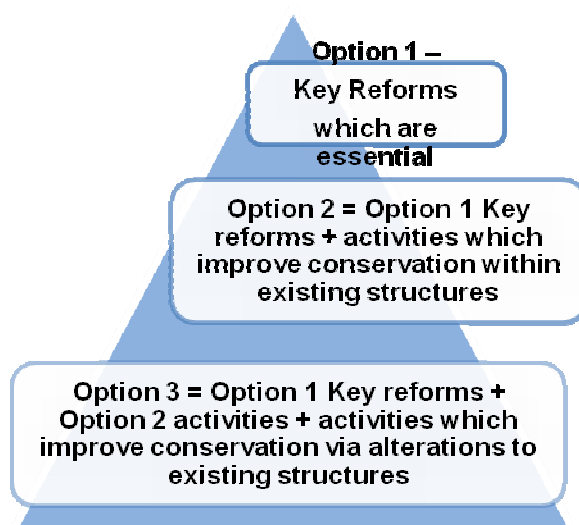


Figure 10 : Pyramide des options.

Les options sont les suivantes:

Option 1 – Réformes clés – Contient toutes les activités qui par essence améliorent la productivité de la CMS et de sa famille en abordant les préoccupations identifiées dans la phase I. L'option 1 comprend les opportunités qui peuvent être réalisées à court terme, peuvent résulter en un changement organisationnel, mais ne nécessitent pas de changement institutionnel.

Option 2 – Améliorer la conservation au sein des structures actuelles - En plus des activités essentielles figurant dans l'option 1, cette option comprend les activités souhaitables qui améliorent la capacité de la CMS à aborder la conservation des espèces et abordent les menaces sans altérer en aucune façon les structures institutionnelles existantes de la CMS ou de sa famille.

Option 3 – Améliorer la conservation en modifiant les structures existantes – en plus des fondamentaux de l'option 1 et des activités souhaitables de l'option 2, cette option comprend les activités souhaitables qui améliorent la capacité de la CMS à aborder la conservation des espèces et le problème des menaces, modifient une ou plusieurs des structures institutionnelles existantes de la CMS ou de sa famille et qui peuvent nécessiter des changements juridiques au niveau de la Convention et/ou de ses Accords auxiliaires.

2.4 Recommandation de l'ISWGoFS

L'ISWGoFS a pris la décision de ne pas recommander l'une des trois options et souhaite laisser les Parties faire leur choix.

2.5 Prochaines étapes

Ce rapport sera communiqué aux membres du StC de la CMS six mois avant la COP 10. On attend des membres du StC qu'ils répondent en apportant leurs suggestions et commentaires coordonnés quatre mois avant la COP 10.

Après examen, et deux mois avant la COP 10, ce rapport sera mis à la disposition des Parties, de la CMS et des autres Accords apparentés, du PNUE, de même qu'aux Accords environnementaux multilatéraux et d'autres organisations internationales concernées.

3. Options

3.1. Option 1: Réformes clés (fondamentales)

L'option 1 traite essentiellement du court terme¹⁸ et donc, dans une mesure limitée, de toutes les questions soulevées à la Phase I : le recrutement et l'intégration, le contrôle de la mise en œuvre, le renforcement des capacités, le champ d'application de la famille CMS, les rapports, les données techniques, le niveau de croissance de la famille, la régionalisation/localisation et les synergies. Certains ont vu cette option un peu comme une cueillette de fruits à porter de main, avec des activités réalistes et réalisables. Cependant, ce n'est pas parce que quelque chose est plus facile d'accès qu'il n'en a pas moins de valeur, mais peut être offre-t-il une première étape vers la pleine réalisation de buts à plus long terme.

Parmi les 12 activités qui se trouvent sous cette option, quatre d'entre elles peuvent être entièrement mises en œuvre dans les trois échéanciers (court, moyen et long termes) car l'ensemble de leur sous-activités se trouve dans l'option 1. Les 8 autres activités présentent des sous-composants ou des sous-activités compris dans l'option 2 ou 3 ; en tant que telles ces 8 activités ne seront que partiellement mises en œuvre si l'option 1 est au bout du compte l'option préférée.

Les quatre activités, qui sont pleinement mises en œuvre dans l'option 1, sont les suivantes :

- « Alignement avec les réformes de l'IEG » (Gouvernance environnementale internationale) – ce qui implique une période plus longue et les résultats sont pour le moment inconnus ;
- « Améliorer la communication et rechercher des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et à sa famille » – un grand nombre d'activités sont attachées à cet objectif d'où une meilleure intégration de l'ensemble de la famille CMS, le but est d'améliorer la visibilité de la CMS et cela peut conduire à un champ d'application mondial. Cette activité est d'ailleurs presque entièrement appliquée, la seule sous-activité qui n'est pas couverte dans l'option 1 est la traduction des documents d'instructions par les Parties, ce que présente l'option 2 ;
- « Mener à bien une analyse globale des lacunes au niveau de la Convention et évaluer le bien-fondé des ressources (humaines et financières) » - ce qui permettra d'avoir une bonne compréhension de la valeur ajoutée de la CMS, d'identifier les inefficacités et les lacunes de la conservation auxquels il faut remédier ; et
- « Des plans stratégiques coordonnés pour la famille CMS » – cela permettra une intégration complète des plans d'actions de la conservation au niveau de la famille, d'identifier les lacunes et de travailler sur les questions sectorielles.

En analysant les avantages des 4 activités ci-dessus, on voit qu'elles mènent toutes à une meilleure intégration, à une réduction de la duplication du travail, à un contrôle de la mise en œuvre et à une évaluation des ressources – tout compte fait à une utilisation plus efficace des ressources limitées en

¹⁸ Voir l'annexe 3 pour la Mise en œuvre de l'option phase III par échéancier.

travaillant de façon plus intégrée et synergique, ce qui est en fait le thème le plus important de cette option.

La Figure 11 ci-dessous établit deux types de coûts estimés pour l'option 1, à savoir les coûts totaux de l'option et les nouveaux coûts de l'option. Les coûts totaux de l'option comprennent les coûts applicables du personnel actuel de la CMS et de sa famille, qui ne sont pas des nouveaux coûts et qui seront déjà inclus dans les budgets centraux (contributions obligatoires des Parties). Ceux-ci sont les coûts totaux de l'option 1 qui vont de € 2.025.129. €3.421.843 à €5.665.449 (cela dépend de la façon dont les activités sont mises en œuvre) et sont basés sur une période budgétaire de trois ans. Les véritables coûts nouveaux ou additionnels estimés pour la CMS et sa famille concernant cette option (à l'exclusion des coûts du temps du personnel existant) vont de €1.41.135, €2.769.869 à €4.931.395.

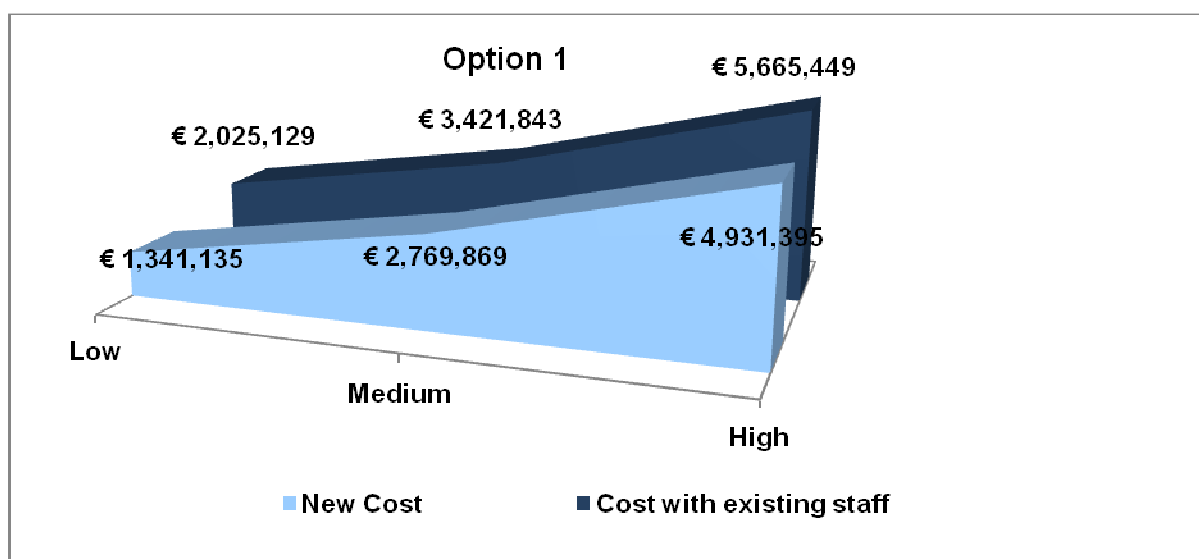


Figure 11 : Option 1 coûts.

Cependant, il y a un nombre d'activités compris dans cette option 1 qui sont susceptibles de conduire à des économies d'organisation ainsi qu'à de plus grandes opportunités de collecte de fond; améliorer la visibilité de la CMS mondialement et parmi les MEA et d'autres institutions internationales, comprendre ce que la CMS peut offrir en termes de synergies, comprendre la valeur ajoutée de la CMS et éviter de reproduire le travail au niveau de la famille CMS grâce à des analyses d'écarts et des évaluations de ressources.

Sous l'option 1, les secteurs d'économies potentiels que l'on peut identifier à ce stade, comprennent :

- Entreprendre une analyse des lacunes et une évaluation des ressources financières et humaines peut demander un surcroît de financement mais, une fois que les procédures ont été établies, cela peut permettre de réaliser des économies potentielles par une priorisation des fonds disponibles et en évitant de s'engager dans des programmes et des projets inefficaces ;
- Il est probable qu'une harmonisation des données soit susceptible de réduire les coûts en rassemblant les rapports nationaux et permette de libérer les emplois du temps affectés à cette tâche ;
- Rechercher et développer des opportunités pour coordonner les réunions au sein de la famille CMS peut mener à des économies financières en matière de déplacements, lieux de réunion et coûts accessoires. Des services centralisés peuvent permettre de négocier des remises sur les

volumes et une utilisation coordonnée du personnel pour des tâches identiques et ainsi libérer des compétences et des ressources en personnel ; et

- Une hiérarchisation de la croissance de la CMS et de la famille CMS peut assurer des économies en ciblant l'utilisation des ressources et en les partageant mieux au niveau de la famille CMS.

Nous avons essayé d'éviter de recruter du personnel pour la CMS du fait des coûts élevés et de la durée des périodes de recrutement et, dans la mesure du possible, avons plutôt fait appel à des consultants, ONG et d'autres soutiens externes, ainsi qu'à l'aide des Parties. En fait la version économique de l'option 1 repose sur un meilleur soutien des parties pour améliorer le recrutement du personnel, ex : en faisant appel à des administrateurs auxiliaires (JPO) et des coordinateurs locaux localisés chez les Parties.

Cependant, il y a quand même un certain nombre de nouveaux employés de la CMS dans cette option, en fonction de la fourchette de coûts choisie. Certaines des fonctions au sein de la CMS sont nouvelles, comme celle de l'administrateur chargé de la mise-en-œuvre de la Convention et celle de l'administrateur des communications, alors que d'autres augmentations de personnel peuvent cibler plutôt les aires de travail considérées comme étant en sous-effectif proportionnellement à leur charge de travail, tel que le département Politique et Accords.

Il y aura aussi des défis organisationnels à relever avec cette option, car (comme pour d'autres) elle repose sur l'emploi du temps actuel du personnel (un montant estimé entre €737.054. €651.974 et €638.994 et basé sur un pourcentage du temps s'étalant sur une période budgétaire de trois ans), il ne s'agit pas là d'un nouveau coût mais cela peut demander une priorisation des agendas de travail.

Le tableau 2 fournit un résumé des nouvelles recrues estimées sous cette option.

Cette plus large gamme des coûts dépend des nouvelles recrues pour la CMS. On remarquera qu'il s'agit là d'une simple évaluation provisoire qui devra être parachevée par une évaluation complète des ressources actuelles et de l'utilisation de ces ressources.

| Option 1 : | Faible | Moyen | Élevé |
|-------------------|--|--|---|
| Nouveau personnel | 1 x JPO plein temps P1 pendant au moins 1 an | 1 x directeur des communications P2 temps partiel | 1 x directeur des communications P2 plein temps |
| | Consultant (source de personnel extérieur) | Consultant (source de personnel extérieur) | 1 x directeur d'exécution plein temps (P2) |
| | 1 x coordinateur de MdA plein temps, basé à Bonn (P2) | 2 x coordinateurs de MdA plein temps, basés à Bonn (P2) | 3.5 x coordinateurs de MdA plein temps, basés à Bonn (P2) |
| | 4 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états d'aires de répartition de MdA | 7 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états d'aires de répartition de MdA | 14 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états d'aires de répartition de MdA |

Tableau 2 : Nouveaux besoins en personnel potentiels pour l'option 1

Le tableau 3 fait un résumé de l'option 1, notamment en présentant une vue globale des impacts organisationnels, légaux, financiers et institutionnels de l'option et de la façon dont elle aborde les questions identifiées dans la phase I.

Tableau 3: Résumé de l'option 1

OPTION 1 : RÉFORMES CLÉS

| Description de l'option | Buts et objectifs de l'option | Impacts organisationnels | Impacts juridiques | Impacts financiers | Impacts institutionnels | Problèmes de phase I abordés |
|--|---|--|--|--|---|---|
| <p>L'option 1 cherche à traiter les faiblesses au sein de la CMS et de sa famille, mises en évidence dans la phase I du programme de travail de la structure future.</p> <p>Elle identifie les actions et activités essentielles et celles qui améliorent la productivité au sein de la CMS et de la famille CMS.</p> | <p>Traiter les inconvénients et les problèmes majeurs au sein de la CMS et de sa famille</p> <p>Contribuer aux et jouer un rôle clé dans les réformes de l'IEG.</p> <p>Améliorer et accroître la communication au sein de la famille CMS et auprès de l'ensemble de la communauté biodiversité.</p> <p>Appliquer une approche stratégique au travail de priorisation en identifiant les lacunes et l'efficacité des ressources ainsi qu'en assurant la coordination des plans stratégiques pour la famille CMS ;</p> <p>Parvenir à une présence stratégique dans les régions et développer le travail de partenariat tout en maintenant la cohérence des agendas.</p> <p>Réaliser l'harmonisation et l'interopérabilité de la gestion des informations au niveau de la famille CMS là où c'est réalisable.</p> <p>Parvenir à une efficacité opérationnelle grâce aux économies d'échelle (ex : par un service et une coordination renforcés auprès des MdA et la priorisation des réunions).</p> <p>Prioriser la croissance de la</p> | <p>Avantages</p> <p>Mène à de plus grandes économies d'échelle. Améliore la coopération et la coordination au sein de la famille CMS d'où une meilleure intégration.</p> <p>Améliore le renforcement des capacités, ce qui peut aider à soumettre des mesures de conservation.</p> <p>Aide à la priorisation des ressources et permet de réduire la duplication des efforts d'où une meilleure efficacité des ressources.</p> <p>Accroît l'échange et la qualité des données et aide à la mise en œuvre.</p> <p>Réduit la charge administrative et le fardeau des rapports.</p> <p>Meilleure sensibilisation à la CMS, à la fois mondialement et localement.</p> <p>Renforce la subsidiarité, s'assurant que les décisions sont prises au bon niveau.</p> <p>Assure un recrutement plus important pour les MdA au niveau local.</p> | <p>La majorité des activités figurant sous l'option 1 n'impliquent pas de changements juridiques dans le texte de la Convention ou au niveau de l'un des Accords.</p> <p>Certaines des activités demanderont que des résolutions soient prises par la COP.</p> <p>Peut demander des Mémoires de coopération avec les ONG et d'autres tiers.</p> <p>Les droits sur la propriété intellectuelle peuvent être un problème en ce qui concerne par exemple l'appropriation des logiciels.</p> <p>Demandera des arrangements contractuels avec les organismes extérieurs.</p> <p>Coût du temps passé par le personnel juridique à écrire des mémoires, lesquels doivent être clairement définis afin qu'il n'y ait aucun</p> | <p>Avantages</p> <p>En fonction du niveau de mise en œuvre (coût faible, moyen ou élevé) des économies institutionnelles et organisationnelles devraient être faites et l'application des Accords améliorée.</p> <p>Meilleures opportunités de collecte de fonds grâce à un meilleur partenariat et des opportunités plus tangibles de s'engager auprès du secteur privé.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Il faudra trouver <i>un financement complémentaire</i> pour cette option. Le montant dépendra de la façon dont l'option est mise en œuvre estimant les coûts totaux de l'option allant.</p> <p>Coût faible €2.025.129 Coût moyen €3.421.843 Coût élevé €5.665.449</p> <p>Cette option repose largement sur l'actuel emploi du temps du personnel et sur les consultants et donc, une redistribution du travail</p> | <p>Avantages</p> <p>Aide les institutions à identifier les lacunes de mise en œuvre.</p> <p>Permet une approche plus intégrée du développement des Accords.</p> <p>Aide les institutions à parvenir à une meilleure mise en œuvre des Accords.</p> <p>Meilleure évaluation des ressources au niveau institutionnel</p> <p>Améliore l'intégration au sein de la famille CMS et aide les institutions à avoir un impact plus fort au niveau régional et local.</p> <p>Synergies au niveau de la famille CMS et davantage de synergies à la fois avec les MEA, ONG, organisations parapubliques, et d'autres acteurs, qu'ils soient ou non dans la biodiversité.</p> <p>Favorise une meilleure communication entre la famille CMS et les institutions et en améliore la visibilité mondialement.</p> <p>Améliore l'intégration et les relations synergétiques au sein la famille CMS.</p> | <p>Intégration et recrutement</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Synergies</p> <p>Données techniques</p> <p>Fardeau des rapports</p> <p>Couverture de la famille CMS</p> <p>Contrôle de la mise en œuvre</p> <p>Régionalisation/ Localisation</p> <p>Croissance de la famille CMS</p> |

| | | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|--|
| | <p>famille CMS.</p> <p>Parvenir à une mise en œuvre accrue des plans d'action des Accords.</p> | <p>Inconvénients</p> <p>Un recrutement accru résulte en un budget plus important.</p> <p>Une extension des Accords peut mener à une réaffectation du personnel.</p> <p>Conflit possible quant aux priorités entre la CMS et sa famille et les organisations avec lesquelles elle collabore.</p> <p>Impact sur le personnel actuel avec évaluation des ressources nécessaires.</p> <p>Disparité dans le niveau d'expertise.</p> <p>Si centralisé, possibilité d'être détaché des données – ex : capacité à analyser quand l'analyste est détaché des réalités locales ?.</p> <p>Il peut être difficile d'obtenir un consensus des Parties dans l'établissement des critères concernant une croissance des Accords.</p> <p>Manque d'expertise et de ressources (régionalisation, localisation).</p> <p>Pas entièrement du court terme mais réalisation à moyen et long terme.</p> | <p>malentendu quant aux rôles et responsabilités des différentes Parties.</p> <p>Étendre la portée des Accords demandera que les Parties consentent à ce que la portée de l'Accord change.</p> <p>Le temps nécessaire à la période de renégociation peut être long.</p> <p>Perçu le risque de perdre certaines des dispositions si les négociations autour d'un Accord sont ré-ouvertes.</p> | <p>devra-t-être entreprise.</p> <p>Une partie des coûts principaux sont dus à une augmentation des campagnes promotionnelles et publicitaires et à une fourchette de coûts allant d'une augmentation de 50% à 10% pour le budget 2009-11.</p> <p>On a aussi des contributions aux projets de conservation ou pour aider à l'élaboration de partenariats (allant de €120.000 à €60.000).</p> <p>Des coûts significatifs sont aussi inclus pour la mise à niveau des systèmes de gestion de données et l'amélioration des logiciels (allant de €422.000 à €150.000). Dans la mesure du possible, on a identifié la possibilité d'utiliser des logiciels gratuits²⁰.</p> <p>D'autres coûts portent sur une augmentation de la publication des documents d'instructions et les coûts éventuels requis pour les réunions de groupes de travail.</p> | <p>Meilleure capacité à traiter les questions sectorielles par l'intégration des données et de la scientifique, la compréhension des questions, des menaces et des problèmes communs.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Risque de dilution institutionnelle.</p> <p>Il peut y avoir un manque de volonté de la part des organismes scientifiques à collaborer et à partager la connaissance.</p> <p>Il peut y avoir un manque de volonté à partager au niveau des institutions et des instruments.</p> <p>Il peut être difficile de parvenir à un consensus institutionnel et/ou des parties.</p> <p>Manque d'appropriation possible si les Parties ne sont pas encouragées à coordonner les Accords.</p> <p>Confusion possible entre les Parties potentielles qui peuvent connaître les structures existantes.</p> | |
|--|--|--|--|---|--|--|

²⁰ La sécurité interne doit être prise en compte avant tout téléchargement de logiciel gratuit.

3.2. Option 2: Améliorer la conservation au sein de la structure existante

Il n'y a pas d'activités dans l'option 1 qui ne figure pas dans l'option 2. Cependant, l'option 2 comprend un certain nombre de nouvelles activités que l'ISWGoFS considère comme souhaitables plutôt que comme essentielles (voir les activités 7, 13, 14 & 15, Annexe 1 à partir de la page 57). Une des caractéristiques particulières de l'option 2 est qu'elle demande une approche à plus long terme pour atteindre les buts et objectifs établis pour l'option 1. Par exemple l'option 1 commence par améliorer le travail de partenariat actuel afin de réaliser des synergies et ainsi mieux utiliser les ressources. Toutefois, elle y parvient en faisant en sorte que la famille PNUE bénéficie de son lien avec la famille PNUE, une organisation à laquelle la CMS est déjà intrinsèquement liée, où elle a de nombreux contacts et alliés, et avec laquelle ses objectifs et ses buts s'alignent. Ce type de travail en partenariat peut être réalisé à court terme.

L'option 2 cherche à aller plus loin dans l'amélioration du travail en partenariat en trouvant des partenaires avec lesquels la CMS a peu de relation, en recherchant une meilleure présence locale avec pour objectif d'établir des programmes communs pour faire face aux menaces communes. Elle va même plus loin et cherche à développer des centres régionaux pour mettre en œuvre des MEA en identifiant les synergies et les liens entre les MEA, une activité qui demande une vision du travail collaboratif beaucoup plus profonde, large et à long terme.

Une des activités particulièrement distincte de l'option 2, par opposition à l'option 1, est la réorganisation du ScC de la CMS en basant son adhésion sur le groupement des espèces ou les questions thématiques sectorielles.

Si toutes les activités de l'option 2 (et donc de l'option 1) étaient mises en œuvre, la CMS serait mieux placée pour pleinement réaliser, à leurs différents niveaux et échéances, les activités suivantes :

- Alignement avec les réformes IEG – représentant ses intérêts et probablement développant sa présence et sa visibilité auprès de la communauté de la biodiversité internationale ;
- Travail en partenariat amélioré – à tous les niveaux : au sein de la CMS, auprès des ONG, des autres partenaires et auprès des MEA ;
- Recherche scientifique et information améliorées – offrant des données de recherche de meilleure qualité ;
- Des plans stratégiques coordonnés auprès de la famille CMS – pour arriver à une meilleure intégration dans l'ensemble de la famille CMS ;
- Identifier des opportunités de coopération et coordination au niveau local par la création des synergies– amélioration de la conservation sur le terrain ;
- Harmonisation et interopérabilité de la gestion des informations – réduction du fardeau des rapports et amélioration de la conservation grâce à une meilleure qualité des données ;
- Renforcement de la coopération et de la prestation des services des MdE– menant à une meilleure intégration ;
- Opportunité supplémentaire de coordonner des réunions entre les institutions – parvenir à une efficacité des ressources et une meilleure intégration au sein et hors de la famille CMS ; et
- Actions pour donner la priorité à la croissance de la CMS et sa famille – prendre des décisions à long terme sur la gestion des ressources et une conservation focalisée.

Cette option a les qualités qui caractérisent l'option 1, à savoir, un travail intégré et synergique, mais pleinement développé. L'option 2 positionnerait aussi la CMS et sa famille au premier plan des

systèmes de données de biodiversité harmonisés, ajouterait de la valeur à la Convention, améliorerait sa visibilité auprès de la communauté de la Convention internationale et potentiellement améliorerait sa présence mondiale.

La Figure 12 ci-dessous établit deux types de coûts estimés pour l'option 2, à savoir, les coûts totaux de l'option et les nouveaux coûts de l'option. Les coûts totaux de l'option comprennent les coûts applicables en personnel de la CMS et de sa famille, qui ne sont pas des nouveaux coûts et qui seront inclus dans les budgets centraux. Ceux-ci vont de €3.72.990, €5.963.233, à €9.519.460 et sont basés sur une période budgétaire de trois ans¹⁹. Les véritables coûts estimés, nouveaux ou supplémentaires, pour la CMS et sa famille relatifs à cette option 2 (à l'exclusion du temps du personnel existant) vont de €2.770.674, €5.416.095, à €8.917.030.

Du fait que les options sont cumulatives, les coûts de l'option 2 comprennent les coûts de l'option 1, plus le coût de la nouvelle activité sous l'option 2. L'option 2 représente respectivement une augmentation des coûts estimés par rapport à l'option 1 de 61%, 57% et 59%.

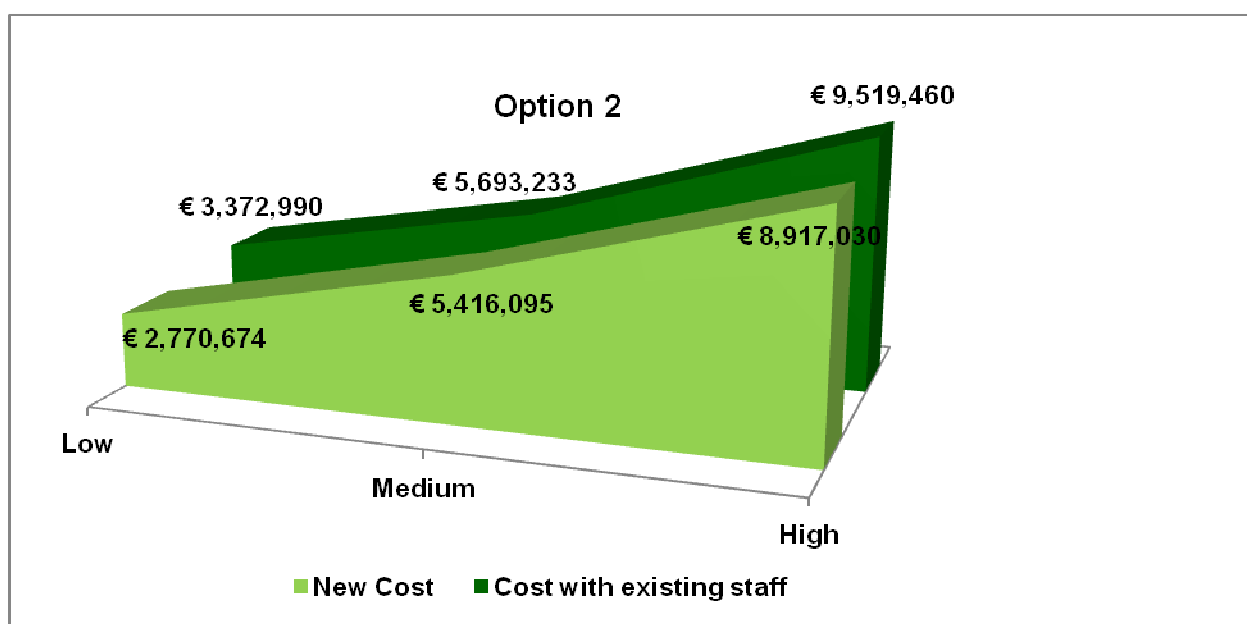


Figure 12 : Nouveaux coûts de l'option 2 (à l'exclusion des coûts du temps de personnel).

Les économies qu'apporte cette option comprennent potentiellement :

- Une identification des opportunités de coopération et de coordination au niveau local et régional par la création de synergies basées sur la présence géographique, les économies relatives aux services administratifs par une utilisation commune de l'espace de bureau et des équipements, des coûts réduits de personnel et de programmes en travaillant sur des programmes communs ;
- Par l'harmonisation et l'interopérabilité de la gestion des informations et des systèmes de rapport, là où c'est approprié et applicable, une réduction des coûts de développements si la technologie et le savoir-faire sont partagés là où les Accords en disposent, une maintenance réduite des plateformes, une réduction des coûts de mise à niveau de la technologie par une économie en termes de volumes et de temps avec les prestataires de services ;

¹⁹ On remarquera qu'un calcul précis ou une identification de tous les nouveaux coûts (y compris les économies) ne peut être fourni avant qu'une évaluation complète des ressources issues du travail de la famille CMS n'ait été entreprise.

- Ulérieure coordination des réunions de pourraient résulter en économies financières en matière de déplacements, lieux de réunion et coûts accessoires. Des services centralisés peuvent permettre de négocier des remises sur les volumes et de disposer d'un pouvoir de négociation plus important dans les achats ;
- Meilleure collaboration entre les Accords de la CMS via les projets, programmes ou Secrétariats, basée sur la présence géographique ou le groupement des espèces, d'où une source d'économie par la maximisation et/ou la combinaison des ressources disponibles, ce qui peut libérer des ressources pour les activités de conservation sur le terrain, fournir d'autres sources de financement, produire des économies potentielles sur les services administratifs grâce à une utilisation commune des équipements et des espaces de bureau, ainsi que des économies potentielles en matière de coûts de personnel et de programmes de travail commun.

Il y aura, là aussi, des défis organisationnels à relever avec cette option car (comme pour d'autres) elle repose sur l'emploi du temps actuel du personnel (un montant estimé entre €620.430, €547.138 et €602.16 et basé sur un pourcentage du temps s'étalant sur une période budgétaire de trois ans), il ne s'agit pas là d'un nouveau coût mais il peut être nécessaire de prioriser les agendas de travail.

Certains de ces coûts sont imputables au nouveau personnel, notamment la prise en charge additionnelle de l'information, l'unité de renforcement des capacités et un agent spécialiste du centre de données. Encore une fois, en fonction de la fourchette de coûts, il s'agit soit de postes payés par la CMS, soit couverts par les Parties sous la forme de JPO (administrateurs auxiliaires) soit par l'utilisation de stagiaires (une alternative qui peut présenter des inconvénients).

Le tableau 4 présente un résumé des nouveaux besoins potentiels en personnel sous cette option. On remarquera qu'il s'agit là d'une simple évaluation provisoire qui devra être parachevée par une évaluation complète des ressources actuelles et de l'utilisation de ces ressources.

| Option 2 : | Faible | Moyen | Élevé |
|--------------------------|--|--|---|
| Nouveau personnel | 1 x JPO plein temps P1. pendant au moins 1 an | 1 x directeur des communications P2 - temps partiel | 1 x directeur des communications P2 - plein temps |
| | Consultant | Consultant | 1 x directeur d'exécution P2 - plein temps |
| | 1 x coordinateur de MdA plein temps P2. basé à Bonn | 2 x coordinateurs de MdA P2 - plein temps, basés à Bonn | 3.5 x coordinateurs de MdA P2 - plein temps, basés à Bonn |
| | 4 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états des aires de répartition de MdA | 7 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états des aires de répartition de MdA | 14 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans des états des aires de répartition de MdA |
| | 1 x JPO plein temps P2. pendant au moins 1 an | 1 x directeur de gestion des informations P2 – temps partiel | 1 x directeur de gestion des informations P2 |
| | 1 x JPO P2 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x un agent spécialiste du centre de données P2 - plein temps | 1 x un agent spécialiste du centre de données P3 - plein temps |
| | 1 x stagiaire | 1 x JPO P1 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x agent de renforcement des capacités (P2) |

Tableau 4 : Nouveaux besoins potentiels en personnel pour l'option 2 et 3

Tableau 5 ci-dessous fourni un résumé de l'option 2 relatant les impacts organisationnels, légaux, financiers et institutionnels de l'option et de quelle manière les questions identifiées dans la phase I sont adressées..

OPTION 2 : Améliorer la conservation au sein des structures existantes

| Description de l'option | Buts et objectifs de l'option | Impacts organisationnels | Impacts juridiques | Impacts financiers | Impacts institutionnels | Problèmes de phase I abordés |
|---|--|--|--|--|---|---|
| L'option 2 inclut les activités essentielles figurant dans l'option 1, plus les activités souhaitables qui améliorent la conservation des espèces et qui abordent les menaces sans modifier les structures institutionnelles de la CMS ou de sa famille | <p>Ce sont les mêmes que dans l'option 1 mais dans une large mesure appliqués à moyen et long termes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribuer et jouer un rôle clé dans les réformes de la gouvernance environnementale internationale ; - améliorer et développer la communication dans l'ensemble et au sein de la famille CMS et avec la communauté de la biodiversité au sens large. - appliquer une approche stratégique au travail de priorisation en identifiant les lacunes et l'efficacité des ressources, ainsi qu'en assurant la coordination des plans stratégiques pour la famille CMS ; - parvenir à une présence stratégique au sein des régions et développer le travail en partenariat ; - réaliser l'harmonisation et l'interopérabilité de la gestion des informations au niveau de la famille CMS là où c'est possible ; | <p>Avantages</p> <p>Synergies réalisées au moyen, par exemple, d'un meilleur partage des compétences et du savoir-faire par l'expérience acquise.</p> <p>Économies d'échelle réalisées par l'utilisation des ressources communes et une réduction de la duplication des activités.</p> <p>Meilleure efficacité des ressources grâce à l'harmonisation des systèmes et l'intégration des activités, ex : l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'information là où cela se justifie.</p> <p>Mise en œuvre accrue grâce par exemple aux Accords travaillant sur des programmes et des projets communs.</p> <p>Efficacités opérationnelles réalisées par des systèmes centralisés, soit au sein de la CMS soit au sein des Accords de collaboration, au niveau local par une réduction de la duplication des activités.</p> | <p>La majorité des activités figurant sous l'option 2 n'impliquent pas de changements juridiques dans le texte de la Convention ou au niveau de l'un des Accords.</p> <p>Certaines des activités demanderont que des résolutions soient prises par la COP.</p> <p>Permet de demander des Mémoires de coopération avec les ONG et d'autres tiers.</p> | <p>Avantages</p> <p>Les économies de l'option 1 sont combinées à celles de cette option du fait que la productivité est augmentée et les lacunes comblées.</p> <p>En rationalisant les institutions très connues on peut attirer des opportunités de financement plus importantes.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Le total des coûts estimés pour cette option est plus important que pour l'option 1, allant de :</p> <p>Coût faible €3.72.990.</p> <p>à un coût moyen de €5.963.233</p> <p>à un coût élevé de €9.519.460.</p> | <p>Avantages</p> <p>Encourage davantage d'états des aires de répartition à devenir des Parties (ex : via un centre régional et par la promotion de la renommée de la CMS).</p> <p>Assure à la CMS une niche dans un champ réglementaire international chargé (via des programmes de recherche scientifique coordonnés) et ensuite fait la promotion de la réputation de la CMS auprès des autres MEA.</p> <p>Améliore l'expertise scientifique et la base de connaissance de la CMS, ce qui peut promouvoir l'intégration.</p> <p>Aide à la mise en œuvre en promouvant l'appropriation de la CMS par un engagement auprès des gouvernements au niveau régional/local.</p> <p>Réduction du chevauchement institutionnel.</p> <p>Meilleure intégration au niveau des institutions et des Accords.</p> <p>Tend à promouvoir les plans d'action.</p> <p>Les programmes communs peuvent permettre la mise en œuvre sans une interruption pouvant être causée par une fusion des Accords.</p> | <p>Intégration et recrutement</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Synergies</p> <p>Données techniques</p> <p>Fardeau des rapports</p> <p>Couverture de la famille CMS</p> <p>Contrôle de la mise en œuvre</p> <p>Régionalisation/ Localisation</p> <p>Croissance de la famille CMS</p> |

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|--|
| | <p>- parvenir à une efficacité opérationnelle grâce aux économies d'échelle (ex : par un service et une coordination renforcés au niveau des MdA et la priorisation des réunions.</p> <p>- prioriser la croissance de la famille CMS ; et</p> <p>- réaliser une mise en œuvre accrue.</p> <p>Par ailleurs cette option comprend aussi la restructuration du conseil scientifique de la CMS en basant sa composition sur le groupement des espèces ou les questions thématiques sectorielles.</p> | <p>Meilleure visibilité grâce au travail avec d'autres institutions internationales.</p> <p>Meilleure implication des parties par l'hébergement de coordinateurs locaux et/ou l'apport d'espace de bureaux peut encourager l'appropriation ce qui facilite la mise en œuvre.</p> <p>Permet mener un meilleur partage des ressources, en particulier des données techniques et des ressources administratives, d'où une meilleure intégration.</p> <p>Permet de développer une concentration régionale plus intense avec le développement de centres régionaux dans des secteurs qui ne sont pas actuellement couverts (ex : l'Asie) et par une coopération et une coordination accrue au niveau des Accords partageant les ressources et là où c'est possible l'espace de bureau.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Il peut y avoir une réaffectation du personnel ou des experts, ex : la restructuration des organismes scientifiques peut demander le remplacement ou la réaffectation des experts.</p> <p>Du fait de la coordination et</p> | | | <p>Inconvénients</p> <p>Certains instruments peuvent préférer continuer dans l'actuelle direction où ils opèrent de façon efficace et ne voir aucune valeur ajoutée dans le développement du réseau vers peut être d'autres MdA/Accords.</p> <p>Inégalité des expertises et de la connaissance entre les régions et au niveau local.</p> <p>Possibilité d'un détachement des données.</p> <p>Manque de consensus potentiel là où devrait se trouver la présence régionale.</p> <p>Changer de processus pourrait être perturbant à court terme.</p> <p>Crainte d'une perte d'indépendance.</p> <p>Gestion des attentes des Parties.</p> | |
|--|--|--|--|--|---|--|

| | | | | | | |
|--|--|---|--|--|--|--|
| | | <p>de l'harmonisation des activités on peut faire face à un risque de conflit et de compétition entre les priorités.</p> <p>Un certain nombre d'activités exigent des efforts importants et peuvent demander beaucoup de temps pour être réalisées dans la pratique (ex : harmonisation des rapports de données).</p> <p>Des normes de renforcement des capacités différentes, issues de divers partenariats/réseaux pour différents instruments et/ou répartitions géographiques, peuvent être la cause d'inefficacités et doivent donc être étroitement gérées.</p> | | | | |
|--|--|---|--|--|--|--|

3.3. Option 3: Améliorer la conservation en modifiant les structures existantes

L'option 3 est plus radicale. Elle comprend toutes les activités des options 1 et 2, mais on y trouve aussi des activités qui demandent un changement structurel dans les travaux de la famille CMS par une modification de ses institutions ou des textes des Accords.

Elle a donc tous les avantages et inconvénients des options 1 et 2 mais en plus :

- Restructuration du conseil scientifique pour maximiser l'expertise, le savoir e la capacité – propose ici – étant donné que d'autres Accords disposent de leurs propres organismes de conseil scientifique, il y aurait un changement institutionnel au niveau de la famille CMS ;
- Actions pour mettre en avant l'expansion de la CMS et sa famille – en créant des Accords et MdA des Accords et MdA qui ne se focalisent que sur les espèces migratrices – exclure les espèces dont la migration est plutôt de nature transfrontalière demanderait une redéfinition du texte de la Convention et il serait orienté pour traiter les niveaux de croissance des Accords ;
- Elle propose une meilleure collaboration entre les Accords de la CMS via les projets, programmes ou Secrétariats, basée sur la présence géographique ou le groupement des espèces en fusionnant les Accords de la famille CMS en fonction de la géographie et/ou de l'écologie ou le groupement des espèces par la mise en œuvre d'accords, de ce fait cette activité demanderait la modification de nombreux Accords dans la famille la CMS.

En plus de donner davantage de synergie, d'efficacité et de visibilité à la CMS, cette option cherche à produire une CMS pleinement intégrée en rassemblant les institutions et en fusionnant les Accords par groupe taxonomique et/ou géographique.

La Figure 13 ci-dessous établit deux types de coûts estimés pour l'option 3, à savoir, les coûts totaux de l'option et les nouveaux coûts de l'option. Les coûts totaux de l'option comprennent les coûts applicables en personnel de la CMS et de sa famille, qui ne sont pas des coûts nouveaux et qui seront inclus dans les budgets centraux. Ceux-ci vont de €3.823.454, €6.495.697 à €10.144.924 et sont basés sur une période budgétaire de trois ans¹⁹. Les véritables coûts estimés, nouveaux ou additionnels, pour la CMS et sa famille quant à cette option (à l'exclusion du temps du personnel existant) vont de €3.627.990, €6.00.233 à €9.949.460.

Du fait que les options sont cumulatives, les coûts de l'option 3 comprennent les coûts de l'option 2, plus le coût des nouvelles activités sous l'option 3. L'option 3 représente, respectivement, une augmentation des coûts estimés par rapport à l'option 2, de 13%, 9% et 7%.

¹⁹ On remarquera qu'un calcul précis ou une identification de tous les nouveaux coûts (y compris les économies) ne peut être fourni avant qu'une évaluation complète des ressources issues du travail de la famille CMS n'ait été entreprise.

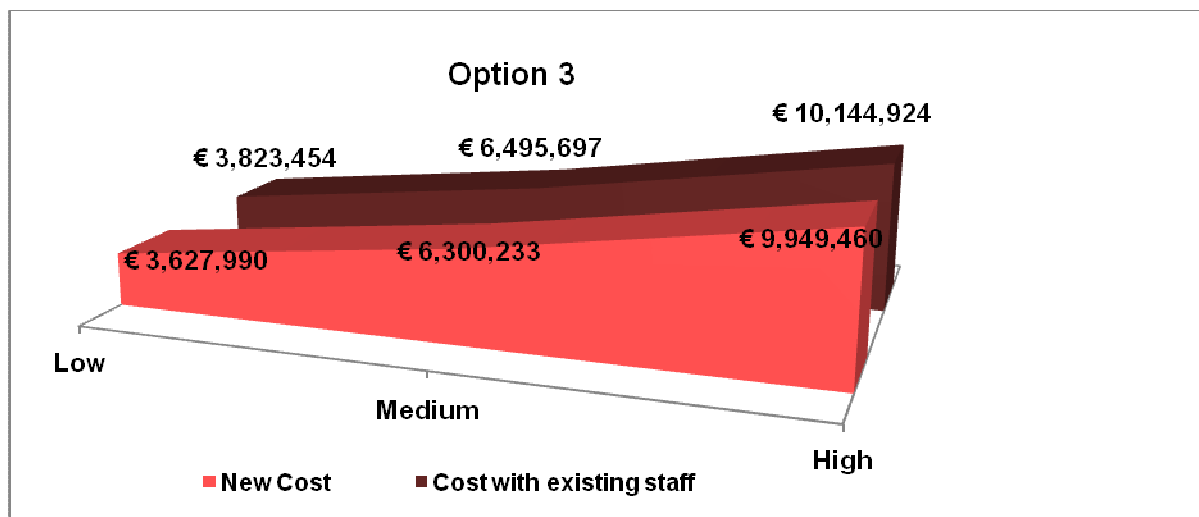


Figure 13 : coûts de l'option 3.

Les coûts supplémentaires dans cette option, comparés à l'option 2, ne sont pas nécessairement élevés car ils ne prennent en compte que les prises de décisions plutôt que les coûts pour mettre en œuvre tout le changement institutionnel et de gestion, étant donné que l'on ne peut pas les calculer à ce stade. Toutefois, du fait des échéances à long terme, nécessaires pour réaliser ces changements structurels, il est probable que cette option sera la plus longue à réaliser. L'option 3 a indubitablement le potentiel pour réaliser les plus grosses économies, car elle cherche à présenter la façon de travailler la mieux cordonnée et la plus intégrée au niveau de la famille CMS, ce qui peut apporter d'excellents fonctionnements institutionnels et organisationnels.

Les nouveaux besoins potentiels en personnel sous cette option sont comme pour l'option 2 et de ce fait tableau 4. Une fois de plus la version de cette option comprenant des coûts plus élevés inclut un grand nombre de personnel interne au CMS. On remarquera qu'il s'agit là d'une simple évaluation provisoire qui devra être parachevée par une évaluation complète des ressources actuelles et de l'utilisation de ces ressources.

| Option 2 : | Faible | Moyen | Élevé |
|-------------------|--|--|---|
| Nouveau personnel | 1 x JPO P1 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x directeur des communications P2 - temps partiel | 1 x directeur des communications P2 - plein temps |
| | Consultant | Consultant | 1 x directeur d'exécution P2 - plein temps |
| | 1 x coordinateur de MdA plein temps P2. basé à Bonn | 2 x coordinateurs de MdA P2 - plein temps, basés à Bonn | 3..5 x coordinateurs de MdA P2 - plein temps, basés à Bonn |
| | 4 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans les états des aires de répartition de MdA | 7 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans les états des aires de répartition de MdA | 14 x coordinateurs de MdA locaux, plein temps, basés dans les états des aires de répartition de MdA |
| | 1 x JPO P2 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x directeur de gestion des informations P2 – temps partiel | 1 x directeur de gestion des informations P2 |
| | 1 x JPO P2 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x agent spécialiste du centre de données P2 - plein temps | 1 x agent spécialiste du centre de données P3 - plein temps |
| | 1 x stagiaire | 1 x JPO P1 - plein temps, pendant au moins 1 an | 1 x agent de renforcement des capacités (P2) |

Tableau 4 : Nouveaux besoins potentiels en personnel pour l'option 2 et 3 (répété à la page 34)

Le tableau 6 ci-dessous fait un résumé de l'option 3, notamment en présentant une vue globale des impacts organisationnels, juridiques, financiers et institutionnels de l'option et de la façon dont elle aborde les questions identifiées dans la phase I.

Tableau 6: Résumé de l'option 3

| OPTION 3 : Améliorer la conservation avec changement des structures institutionnelles | | | | | | |
|--|--|---|--|---|---|--|
| Description de l'option | Buts et objectifs de l'option | Impacts organisationnels | Impacts juridiques | Impacts financiers | Impacts institutionnels | Problèmes de phase I abordés |
| <p>L'option 3 comprend les activités essentielles de l'option 1. les activités souhaitables des options 2, ainsi que les activités souhaitables qui améliorent la conservation des espèces et abordent les menaces en modifiant une ou plusieurs structures institutionnelles existantes de la CMS ou de sa famille. Cette option peut demander des changements juridiques au niveau de la Convention et/ou de ses Accords auxiliaires.</p> | <p>Tous ceux de l'option 2 et :</p> <ul style="list-style-type: none"> concentration des efforts en intégrant la famille à un niveau institutionnel ; contrôle de la croissance des Accords. | <p>Avantages</p> <p>Réduction de la duplication des efforts administratifs et ainsi réduction des inefficacités.</p> <p>Rassemblement d'une meilleure expertise.</p> <p>Meilleure capacité à négocier les achats et ainsi de meilleures économies d'échelle.</p> <p>Proposer des Accords différents avec de nouveaux points de contact et avec de la collaboration.</p> <p>Plus grande facilité à identifier à la fois les inefficacités et les lacunes.</p> <p>Meilleure coordination des plans d'action et des agendas.</p> <p>Moins de réunions et réduction du fardeau des rapports.</p> <p>Les Accords qui disposent de systèmes intégrés partagent leur valeur avec les autres Accords.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Le personnel peut ne pas être satisfait de tous ces changements.</p> <p>Du temps et de l'argent devront être dépensés pour réorganiser la gestion et l'administration.</p> <p>Si on fusionne les Accords il peut y avoir une réaffectation du personnel ou même des redondances</p> | <p>Avantages</p> <p>Inconvénients</p> <p>Une fusion des Accords et des changements dans le texte de la Convention nécessitent une renégociation de la Convention et des Accords.</p> | <p>Avantages</p> <p>Il est probable qu'il y aura des véritables économies organisationnelles et institutionnelles si les Accords sont fusionnés, étant donné qu'il y aura moins de duplication dans le travail et moins de réunions.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Cela peut impliquer des coûts si du personnel doit être réaffecté et/ou si des redondances ont lieu.</p> <p>Il peut y avoir un accord pour réaffecter les coûts.</p> | <p>Avantages</p> <p>Meilleur couverture mondiale des Accords individuels.</p> <p>Capacité à avoir des plans d'action cadres régionaux.</p> <p>Une institution scientifique plus forte avec une équipe d'experts plus importante.</p> <p>Meilleures opportunités de renforcement des capacités.</p> <p>Meilleur partage des ressources.</p> <p>Mise en œuvre plus exhaustive entre les régions.</p> <p>Inconvénients</p> <p>Les institutions et Accords peuvent craindre de perdre leur identité et leur autonomie.</p> <p>Les Accords les mieux appliqués peuvent craindre de voir leur statut changer avec une fusion.</p> | <p>Intégration et recrutement</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Synergies</p> <p>Données techniques</p> <p>Fardeau des rapports</p> <p>Champ d'application de la famille CMS</p> <p>Contrôle de la mise en œuvre</p> <p>Régionalisation/ Localisation</p> <p>Croissance de la famille CMS</p> |

3.4. Options et questions soulevées par l'ISWGoFS

L'ISWGoFS a soulevé un certain nombre de questions, lors de sa réunion de février 2011, qu'il voulait voir considérer par l'ERIC face aux trois options.

3.4.1 Prolifération d'Accords sans ressources

Cette question est directement traitée par une activité dont le thème est « *Actions pour prioriser la croissance de la CMS et de la famille CMS* ». Il y a différentes façons d'atteindre l'objectif de cette activité. L'option 1 aborde sans ambages cette activité : elle crée des critères face auxquels on peut évaluer les nouveaux Accords proposés, ces critères considérant l'existence de ressources pour soutenir l'Accord ; elle propose le développement d'une politique avec laquelle le contrôle de la mise en œuvre fait partie de toute MdA future ; elle offre, dans la mesure du possible, l'extension des Accords existants plutôt que la création de nouveaux Accords ; elle offre la possibilité de fonder une politique où les nouveaux Accords ne se focalisent que sur les espèces migratrices qui ne se limitent pas à une migration transfrontalière.

Afin de contrôler la prolifération d'Accord de plus près et de revoir la base de ressource, il existe une activité qui traite la mise en place de contrôle et requiert d'« entreprendre une évaluation des Mémoires d'Entente et leur viabilité et, le cas échéant, cesser tout support »

Voici d'autres activités qui soutiennent cette question dans l'option 1 :

- « *Effectuer une analyse globale des lacunes au niveau Convention et évaluer le bien-fondé des ressources financières et humaines* », cela est entièrement appliqué dans l'option 1 et soutient une croissance focalisée avec la planification des ressources. À court terme elle réalise l'analyse globale des lacunes, à moyen terme met en œuvre les résultats de l'analyse et à long terme effectue une évaluation des ressources ; et
- « *Les plans stratégiques coordonnés de la famille CMS* » – sont entièrement mis en œuvre dans l'option 1, ce qui permet la planification, l'analyse et l'évaluation des plans stratégiques et donc d'identifier là où les ressources peuvent être le mieux investies de façon intégrée et efficace.

L'option 2 inclut les actions illustrées dans l'option 1 mais offre aussi la possibilité d'avoir une politique consistant à établir de nouveaux Accords en dehors de la famille du PNUE, on pourrait alors objecter que les ressources de la CMS seront moins sollicitées, car ces Accords tendent à opérer de façon indépendante et efficace. Bien sûr il y a des inconvénients, comme le risque de perdre son intégration dans la famille CMS et une perte des avantages qu'il y a à faire partie du PNUE.

L'option 3 propose en outre de changer la définition de « migrateur » dans le texte de la Convention pour ne se concentrer que sur les espèces migratrices qui ne se limitent pas à une migration inter-frontalière mais migrent en fonction des saisons pour s'alimenter et se reproduire.

3.4.2 Présence mondiale de la CMS

Cette question est abordée avec vigueur dans l'option 1 avec la mise en œuvre de l'activité « *Améliorer la communication et rechercher des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et sa famille* ». Cette option comprend le fait de disposer de systèmes de communication harmonisés au sein de la CMS ce qui donnerait un message au niveau mondial : réaliser des campagnes de sensibilisation pour s'assurer que la CMS est reconnue par le public, les institutions académiques, les organisations internationales et d'autres, comme leader mondial dans la protection des espèces migratrices. Pour se

faire connaître, d'autres MEA comme la CDB ont eu recours avec beaucoup de succès à des campagnes de sensibilisation.

Voici d'autres activités qui soutiennent cette question dans l'option 1 :

- « *Alignement avec les réformes de l'IEG* » ce qui est pleinement mis en œuvre dans l'option 1 et qui assure que les intérêts de la CMS sont représentés dans toute réforme de l'ensemble de la communauté MEA tout en se faisant davantage connaître parmi les MEA et auprès de l'ensemble de la communauté internationale.
- « *Travail en partenariat amélioré....* », activité principalement appliquée à l'option 1 ce qui accroît la visibilité de la CMS car elle recherchera des opportunités et donc communiquera le message de la CMS plus largement à la fois au niveau local et mondial ;
- « *Renforcer la coordination et le service auprès des MdA* » figure à l'option 1 et est mis en œuvre à court terme pour répondre à l'augmentation de personnel du département Politique et Accord et à moyen terme répondre aux MdA sans personnel pour les coordinateurs locaux. Ces deux actions soutiennent les Accords existants et font mieux connaître la CMS localement et mondialement ;
- L'option 1 aborde le moyen-terme apportant la régionalisation des efforts de conservation en ayant des centres de liaison/avant-postes locaux, en explorant les synergies avec l'aide des Parties, PNUE, ONG, MEA et par d'autres moyens dont on pourrait disposer à l'avenir en fonction du contexte et des circonstances.

Concernant l'option 2, l'activité « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » propose le développement d'un centre de données des espèces migratrices qui facilitera l'utilisation des données sur les espèces migratrices, donnant des indications sur le changement climatique. Cela permettra certainement d'améliorer la visibilité de la CMS au sein de l'ensemble de la communauté de la Convention internationale et lui donnera une niche dans un champ réglementaire bien encombré.

« *Identifier les opportunités de coopération et de coordination au niveau local et régional grâce à la création de synergies basées sur la présence géographique* », cette activité aura pour effet à court terme et dans l'option 1 et 2, de mieux faire connaître la CMS en créant une présence CMS dans les régions du monde en exploitant les synergies avec l'aide des Parties, du PNUE, des ING et MEA.

3.4.3 Rôle dans les questions sectorielles

Un certain nombre d'activités viendraient soutenir cette question dans l'ensemble des options, les voici ci-dessous. Cependant le rôle de la question sectorielle est directement abordé dans l'option 2, laquelle soutient pleinement la coordination des programmes de recherche sur les questions sectorielles au niveau de la famille CMS (voir « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » - moyen terme – option 2 – Annexe 1 – page 45). Par ailleurs, comme les options peuvent être cumulées l'option 2 comprend les activités de l'option 1 :

- « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » – dans l'option 1 (court terme) la famille CMS explore les opportunités d'améliorer les synergies de la capacité scientifique de la CMS avec le développement de l'IPBES, de même qu'elle collabore avec et apprend des centres de données existants (ex : TEMATEA, PNUE-WCMC, IUCN, Westland International) afin de mieux satisfaire aux objectifs de la famille CMS ;
- « *Pour mener à bien une analyse globale des lacunes au niveau de la Convention et évaluer le bien-fondé des ressources* » – la CMS mettra pleinement en œuvre l'activité de l'option 1 : à court terme elle effectuera une analyse globale des lacunes, à moyen terme appliquera les résultats de l'analyse et à long terme évaluera les ressources. L'analyse des lacunes

permettra d'identifier où se trouvent les problèmes sectoriels et l'évaluation des ressources permettra de mieux se concentrer sur ces questions ;

« *Améliorer la communication et rechercher des opportunités de sensibiliser l'opinion à la CMS et sa famille* » – cette activité sera pleinement mise en œuvre dans l'option 1. Cela permettra d'avoir une meilleure compréhension des problèmes sectoriels au niveau de la CMS et de partager les meilleures pratiques ;

- « *Les plans stratégiques coordonnés de la famille CMS* » – seront entièrement mis en œuvre dans l'option 1 ce qui permettra la planification, l'analyse et l'évaluation des plans stratégiques et donc l'identification des problèmes sectoriels.
- « *Harmonisation et interopérabilité des systèmes de rapports et d'information....* » – L'option 1 demande à court terme l'harmonisation des systèmes actuels de gestion de l'information mais ce n'est qu'au niveau de l'option 2 que les rapports sont totalement harmonisés (moyen terme) puis que les données de recherche sont centralisées au niveau de la famille (long terme). Les exigences de rapports de l'option 2 permettront de faciliter le traitement des problèmes sectoriels de façon harmonisée et efficace au niveau de la famille CMS ;
- « *Restructuration du conseil scientifique ...* » – cette activité est entièrement mise en œuvre dans l'option 3 en disposant d'un ScC pour l'ensemble de la famille qui servira tous les Accords et traitera de façon intégrée les problèmes sectoriels, à la fois au niveau de la CMS et de l'ensemble de la Convention sur la biodiversité au sens large. L'option 2 permettra une analyse experte des lacunes et de faire reposer la composition du ScC sur les questions sectorielles ;
- « *Améliorer la collaboration au niveau des Accords de la CMS au moyen de projets et de programmes partagés ...* » – apparaît dans l'option 2 qui dans le moyen terme cherche à ce que les Accords partagent les projets et les programmes relatifs aux questions sectorielles et à ce que les Secrétariats collaborent sur ces questions. L'option 3 fusionne les Accords et donc offre une façon centralisée et intégrée d'aborder les politiques relatives aux questions sectorielles.

3.4.4 Groupement taxonomique

Toutes les options offrent une activité avec un niveau de groupement taxonomique. L'option 3 offre l'activité la plus solide, car elle propose « une collaboration avancée entre les Accords de la CMS via des projets, programmes ou Secrétariats reposant soit sur la géographie soit sur le groupement des espèces » en fusionnant les Accords sur la base du groupement des espèces. Cela permettrait de développer un Accord cadre pour différents taxons qui alors pourraient bénéficier de plans d'action régionaux, très similaire à l'option recommandée par le groupe Voies de migration (Flyways). Cela comprendra aussi les activités des options 2 et 1 ci-dessous.

L'option 2 offre également « *Une collaboration avancée entre les Accords de la CMS basée sur la géographie ou sur les groupes d'espèces* » mais à court terme en créant des programmes communs entre les Accords reposant sur le groupement des espèces et à moyen terme par une collaboration des Secrétariats sur la même base. Cette activité est aussi prise en charge dans l'option 2 par la composition du « *conseil scientifique restructuré ...* » basée sur les groupements d'espèces.

L'activité « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » dans l'option 2 offre le développement d'un centre de données des espèces migratrices qui facilitera l'utilisation des données relatives aux espèces migratrices comme indicateur du changement climatique. Cela permettra certainement d'améliorer la visibilité de la CMS au sein de toute la communauté de la Convention internationale et lui donnera une niche dans un champ réglementaire bien encombré.

L'option 1, qui fait aussi partie des options 2 et 3, peut apporter un soutien au groupement taxonomique en proposant des « *Actions pour hiérarchiser la croissance de la CMS et de la famille CMS* » ce qui étendra la portée des Accords sur la base du groupement taxonomique plutôt que de créer de nouveaux Accords. Cela correspond aussi à l'option recommandée par le groupe Voies de migration suite à l'examen voies de migration (Flyways Review).

3.4.5 Présence stratégique dans les régions (et dans d'autres MEA)

Même si le Secrétariat de la CMS est réellement présent dans les régions par le biais de ses Parties, il s'agit pourtant d'une organisation qui travaille pour l'essentiel de son centre administratif à Bonn. Les options 2 et 3 offrent la meilleure opportunité d'accroître la présence stratégique de la CMS dans les régions et auprès des autres MEA. Une activité traitant directement de la régionalisation est pleinement mise en œuvre dans l'option 2. « *Identifier les opportunités de coopération et de coordination au niveau local et régional grâce à la création de synergies basées sur la présence géographique* » prend des dispositions à court terme pour être présente dans chacune des régions administratives de la CMS conjointement et, dans la mesure du possible, avec l'aide du PNUE, des ONG, des MEA et des Parties ; à moyen terme pour régionaliser les efforts de conservation en disposant d'avant-postes locaux avec l'aide du PNUE, des ONG, des gouvernements et des MEA (figurant aussi dans l'option 1) ; et à long terme pour que les Accords considèrent l'amélioration de la collaboration et de la coopération par le partage des ressources, ex : bureau/personnel (ex : comme dans le cas d'Abu Dhabi avec les MdA des Dugongs et des oiseaux de proie).

« *L'alignement avec les réformes de l'IEG* » qui est pleinement mis en œuvre dans l'option 1, et apparaît également dans l'option 2 et 3, permettrait de s'assurer que la renommée de la CMS est forte parmi les MEA et auprès de l'ensemble de la communauté internationale. C'est l'option 2 qui va le plus loin dans le travail de partenariat régionalement et avec les MEA en encourageant le développement de centres régionaux afin que la mise en œuvre des MEA puisse identifier les synergies et les liens entre les MEA et éviter la duplication dans les projets et activités, ex : SPREP. « *Améliorer les données scientifiques et de recherche* » – dans l'option 1 (court terme) permettra à la famille CMS d'explorer les opportunités d'améliorer les synergies de la capacité scientifique de la CMS avec le développement de l'IPBES (figurant aussi à l'option 2 et 3).

L'option 3 n'apporte aucun soutien supplémentaire à cette question.

3.4.6 Lacunes dans le secteur marin

Aucune activité ne traite directement du fait de couvrir les lacunes du secteur marin. Cependant, « *Mener à bien une analyse globale des lacunes au niveau de la Convention et évaluer le bien-fondé des ressources* », ce qui est entièrement mis en œuvre dans l'option 1, permettra d'identifier les lacunes dans le secteur marin, de faire des propositions pour traiter ces lacunes et de soutenir un investissement axé sur le secteur marin.

3.4.7 Influencer sur les Accords en dehors du PNUE

L'option 3 est celle qui aura l'effet le plus important sur les Accords en dehors du PNUE car elle préconise leur fusion et la consolidation des organismes scientifiques. Toutefois, l'activité pourrait être modifiée pour ne prendre en compte que les Accords de la famille PNUE.

L'option 2 en ce sens où elle demande une mesure d'intégration des services, ex : l'harmonisation des données, affectera aussi le travail indépendant de ces Accords qui peuvent devoir travailler de façon plus intégrée à la famille CMS.



Environmental Regulation
and Information Centre Ltd

123 Saltmakers House
Hamble Point Marina
School Lane
Southampton
SO31 4NB

t: 02380 453777
info@eric-group.co.uk
www.eric-group.co.uk
